Manuel de bonnes pratiques transférables pour susciter l'engagement des jeunes pour la paix

Expériences tirées dans 3 pays (Bénin, Cameroun, Togo)

PROJET :

Les enfants et les jeunes comme artisans de paix –

Transfert d'approches éprouvées pour une cohabitation interculturelle pacifique
Dans le nord du Bénin, du Cameroun et du Togo

AVRIL 2025

Mentions légales

Ce document est une initiative des organisations partenaires ALDEPA (Cameroun), CIPCRE (Bénin), CREUSET (Togo) et Kinderrechte Afrika e. V. (KiRA, Allemagne). Il est publié en 2024 avec l'appui financier de la Coopération Allemande (BMZ) et de KiRA.

Maîtres d'œuvre du document

Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA)
BP 436 Maroua, Cameroun, Rue Hôtel Liberty - SIPROMAC,
Téléphone : +237 676 39 50 03 / +237 677 64 62 78
Courriel : aldepacam@gmail.com
Site web : www.aldepacameroun.org

Cercle International pour la Protection de la Création (CIPCRE)
BP 287 Porto-Novo, Bénin
Téléphone : +229 97 63 77 87
Courriel : cipcre-benin@cipcre.org
Site web : www.cipcre.org/cipcrebenin

CREUSET TOGO (ACJDEIP)
BP 80, Sokodé, Togo
Téléphone : +228 90 23 59 84 / +228 90 22 89 06
Courriel : creusetogo@yahoo.fr / creusetogo@gmail.com / info@creusetogo.org
Site web : www.creusetogo.org

Kinderrechte Afrika e. V. (KiRA)
Schillerstraße 16, D-77933 Lahr, Allemagne
Téléphone : +49 7821 38855
Courriel : info@kira-international.org
Site web : www.kira-international.org

Photos : ALDEPA, CREUSET, CIPCRE

Mise en page et graphisme : ALDEPA, CREUSET, CIPCRE, KiRA

Partenaires financiers :
Coopération allemande (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung - BMZ) et Kinderrechte Afrika e. V. (KiRA)

Déclinaison de responsabilités
Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des maîtres d'œuvre de ce document et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de la Coopération allemande.

© 2024-2025

Table de matières

Mentions légales 2

Table de matières 3

A) Pourquoi ce document ? 4

B) Bonnes Pratiques 5

I) Articles 5

a) Lutter contre l'extrémisme violent 5

b) Renforcement de la cohésion sociale 12

II) Témoignages 20

a) Témoignages des jeunes 20

b) Témoignages des leaders religieux et traditionnels 22

c) Témoignages des autorités locales 25

d) Témoignages de la communauté 26

III) Fiches Techniques 28

a) Information et communication 28

b) Rencontres d'échanges 37

c) Travail avec les autorités et promotion de la participation des jeunes 44

d) Mobilisation des enfants et des jeunes dans un contexte d'insécurité 55

C) Conclusions 62

A) Pourquoi ce document ?

En 2022, KiRA a initié avec ses partenaires en Afrique et un cofinancement de la coopération allemande deux projets régionaux pour promouvoir le partage des bonnes pratiques entre ses partenaires en Afrique. Dans un contexte marqué par des tensions sociales et des défis économiques, le projet **« Les enfants et les jeunes comme artisans de paix - Transfert d'approches éprouvées pour une cohabitation interculturelle pacifique (JAP) »** a transféré entre ALDEPA au Cameroun, CIPCRE au Bénin et CREUSET au Togo des approches pour renforcer les liens sociaux et créer des communautés harmonieuses et résilientes avec une participation active des enfants et des jeunes.

Ce document capitalise les approches éprouvées et transférables. Il repose sur une analyse approfondie des activités menées, des stratégies et les approches adoptées. En partageant ces connaissances, nous espérons non seulement valoriser les efforts déployés, mais aussi offrir des recommandations concrètes pour les futures initiatives en faveur de la paix et de la cohésion sociale.

Ce document s'adresse aux acteurs de la société civile, aux acteurs étatiques, aux partenaires financiers, ainsi qu'à toute personne intéressée par les questions de promotion de la paix et du vivre ensemble. Il se veut un outil de réflexion et de partage pour encourager la réplication des initiatives réussies et l'amélioration continue des pratiques. Il s'adresse aux personnes de tout genre malgré l'usage de la forme masculine dans les différentes sections de son contenu.

Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous pouvons construire un avenir où chaque individu, indépendamment de son origine ou de sa condition sociale, trouve sa place et contribue à la prospérité collective. Nous vous invitons à parcourir ce document avec l'esprit ouvert et l'engagement de promouvoir des valeurs de paix, de respect et de solidarité au sein de nos communautés.

Ce travail est le fruit de la synergie d'actions entre quatre organisations partenaires de l'Allemagne, du Bénin, du Cameroun et Togo à savoir :

ALDEPA est une organisation non gouvernementale (ONG) camerounaise à but non lucratif créée le 06 mai 1998. Son but est de contribuer à l'édification d'une société juste et équitable avec la participation responsable des populations. Ce but inspire la réalisation des droits égaux, la justice et l'équité dans la société dont l'égalité des sexes est l'un des piliers importants. Elle travaille au quotidien pour la promotion des droits humains et tout particulièrement celui des enfants et des femmes. Son siège se trouve à Maroua dans la région de l'Extrême-Nord, ALDEPA intervient aussi dans 3 autres régions du pays.

CIPCRE-Bénin est une ONG d'obédience chrétienne, créé le 23 mai 1993. Le CIPCRE s'engage à œuvrer pour un monde où l'homme et la femme s'affirment comme acteurs de leur devenir dans un rapport sain à leur histoire et à leur environnement et s'épanouissent physiquement, moralement, socialement et spirituellement, conditions préalables à l'expression de leur dignité ; un monde où l'humanité s'organise en une société démocratique, juste, pacifique et respectueuse des droits de la personne, des principes de la bonne gouvernance et de l'équité dans les rapports homme/femme.

CREUSET TOGO : L'Association Creuset des Jeunes pour le Développement et l'Epanouissement Intégral des Populations ACJDEIP (CREUSET TOGO) est créée le 22 mai 2006 et reconnue par le ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et des Collectivités Locales. Avec son siège à Sokodé, CREUSET intervient dans 4 régions et dispose des antennes Sotouboua, Kara, Dankpen, Tchamba, Kantè, Mango et Gando.

Kinderrechte Afrika e. V. (KiRA) est une ONG allemande qui s'engage depuis 1995 pour l'application durable des droits des enfants et des adolescents en Afrique. KiRA travaille avec des organisations partenaires indépendantes selon les principes posés par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) et la Charte Africaine sur les Droits et le Bien-Etre de l'Enfant (CADBE).

B) Bonnes Pratiques

I) Articles

Les articles suivants parlent de la mise en œuvre de deux catégories d'activités au Bénin, au Cameroun et au Togo et démontrent quelques effets sur les participants et les communautés :

a) les actions de lutte contre l'extrémisme violent et
b) les actions de promotion de la cohésion sociale.

a) Lutter contre l'extrémisme violent

L'implication des jeunes de la commune de Ouaké dans la gestion des affaires publiques (BENIN)

Depuis l'amorcement de la décentralisation au Bénin en 2003, les communes sont dotées des structures autonomes qui ont pris en charge la gestion totale de leurs collectivités. Dès lors, la gouvernance locale ne peut véritablement être une réalité que si les populations ont conscience de leur rôle et leur responsabilité pour impulser une véritable dynamique dans la gestion des affaires publiques. Suite aux activités du projet « Jeunes Artisans pour la Paix » (JAP), les membres des différents clubs et associations de jeunes de la commune de Ouaké se sont engagés pour leur implication effective dans la gestion des affaires publiques de leurs localités.

Si depuis plusieurs années, il est reconnu et décrié une certaine indifférence de la jeunesse de la commune de Ouaké dans la gestion des affaires publiques locales, il est de bon ton de souligner que cette jeunesse n'est pas par essence inactive, passive. Cependant, elle a besoin de la prise en compte de ses aspirations des citoyens dans l'élaboration des plans de développement de leur commune. C'est justement la question nécessaire que le CIPCRE-Bénin tente de résoudre à travers la mise en relation des jeunes avec les autorités communales par le biais d'un médiateur, lui-même, agent de la mairie de Ouaké.

Séance d'échanges des jeunes de Komdè (commune de Ouaké, Bénin) sur les questions de développement.

Ainsi, on observe depuis un bon moment, **une réelle implication des groupes de jeunes dans la gestion des affaires publiques locales de leur commune** par leur collaboration dans la définition des priorités de développement de leur commune. Les jeunes sont de plus en plus invités à suivre les différents conseils des élus locaux tant au niveau des arrondissements que de la commune. Les jeunes se concertent de plus en plus avec les élus locaux.

Toutefois, il faut reconnaître qu'une telle responsabilisation n'est pas toujours bien perçue par certaines autorités et que par crainte de représailles, plusieurs autres jeunes ont manifesté leur réticence à se lancer dans cette aventure.

La Mobilisation Interreligieuse pour un climat de paix entre les confessions religieuses (BENIN)

Les confessions religieuses possèdent aussi bien un potentiel savoir en matière de la culture de la paix et la cohabitation pacifique. Elles jouent le rôle de pacificateurs au sein des communautés, et peuvent parfois être sources de violences et d'extrémisme pour justifier leurs idéologies. C'est pour cette raison que les confessions religieuses sont au cœur des activités du projet JAP.

Si la cohabitation interreligieuse connait des remous ces dernières années entre les confessions religieuses dans nos communes, nul n'ignore les origines. En effet, le contexte sécuritaire auquel font face les Etats subsahéliens depuis une décennie est l'un des motifs de la dégradation du tissu social entre les communautés religieuses.

La mise en œuvre du projet JAP par CIPCRE-Bénin a permis de **mettre en place des comités mixtes de mobilisation inter-religieuse (MIR)** pour mener des sensibilisations dans les lieux de cultes et des mobilisations de grandes échelles pour convaincre les communautés religieuses à cultiver la paix et la cohésion sociale en leur sein.

Depuis la mise sur pied des comités MIR, on remarque une cohabitation pacifique entre les fidèles de différentes confessions qui était jadis impossible. Voici le témoignage d'un leader religieux musulman : *« Depuis que je suis né, je n'ai jamais mis pied dans une église. Pour cause, je suis musulman mais grâce aux activités du projet JAP, je connais les portes de l'église. Les sensibilisations que nous menons à travers les comités mixtes (musulmans, chrétiens et leaders traditionnels) abordent les thématiques en lien avec la paix, la non-violence, la cohésion sociale, la participation citoyenne et la prévention de l'extrémisme violent. Aujourd'hui, du fait de cohabiter ensemble à travers des activités du projet JAP, j'ai des amis pasteurs et prêtres. Nous nous rendons des visites de courtoisie. Chose auparavant impossible. Du fait de cette cohabitation pacifique entre nous leaders religieux, les fidèles en ont pris conscience pour implémenter les thématiques de nos sensibilisations dans leurs vies quotidiennes ».*

En haut : L'Imam central de Ouaké, Bénin, prononçant un message de paix et de cohésion au cours d'une séance.

En bas : Message de sensibilisation du Pasteur de l'Assemblée de Dieu de Ouaké, Bénin, aux côtés de l'Imam central, sur le dialogue entre les communautés musulmanes et chrétiennes.

L'engagement des jeunes pour des communautés exemptes des violences et conflits (BENIN)

Pendant un bon moment, la jeunesse de la commune de Ouaké était en perdition sur les rôles et responsabilités des jeunes (fer de lance du développement). Au cours de la mise en œuvre du projet régional JAP par CIPCRE Bénin, les jeunes regroupés en associations ont été la cible première dudit projet. Ces jeunes ont pris part à **plusieurs séances de renforcement de capacités** sur les thématiques paix, non-violence, cohésion sociale, participation citoyenne et la prévention contre l'extrémisme violent. Au cours desdites séances, les jeunes ont découvert par eux-mêmes que le développement de leurs localités n'exclut personne. C'est dans ce sens qu'ils **ont initié plusieurs séances de sensibilisations sur le développement local** avec l'appui technique et financier de CIPCRE-Bénin. En dehors des séances de sensibilisation, ces jeunes organisent des **campagnes de salubrité** au niveau des places publiques, les hôpitaux, voire dans les marchés de leurs localités. Le résultat positif est que **ces jeunes sont devenus des ambassadeurs de paix et de cohésion sociale** dans leurs villages à travers l'organisation de nombreuses séances de sensibilisations des populations, la participation à la gestion pacifique des conflits inter ethniques et agropastoraux.

Séance de sensibilisation des jeunes de Sèmèrè (commune de Ouaké, Bénin) sur le développement local et l'extrémisme violent.

Engagement Citoyen : Jeunes artisans de paix et lutte contre l'extrémisme (TOGO)

L'ONG CREUSET TOGO réalise dans le cadre du projet des actions de promotion de paix. Ces actions visent à encourager les enfants et les jeunes à créer des espaces de citoyenneté au sein de leurs communautés, renforçant ainsi la cohésion sociale et servant de barrière contre l'extrémisme violent.

À cet effet, des **séances de concertation communautaire** ont eu lieu au sein des communautés, avec la participation active des enfants et des jeunes, artisans de paix sur l'importance de la participation citoyenne.

Les séances se sont tenues les 7, 8, 14 et 20 août 2024 dans les communautés ciblées à savoir : Solaou et Kassena-Pont (Commune Tchaoudjo 2), ainsi qu'à Kossibio et Koloware (Commune Tchaoudjo 1). Cette série d'activités, impliquant 80 acteurs artisans de paix dont 38 femmes, a été accompagnée de plans d'actions spécifiques qui seront mis en œuvre pour chaque localité.

En outre, ces acteurs continueront leurs efforts en matière de citoyenneté, avec des séances de sensibilisation sur l'importance de la participation citoyenne et de la cohésion sociale, essentielles pour contrer l'extrémisme violent.

Formation des enfants et jeunes, membres des clubs genre (TOGO)

Dans l'optique du renforcement des capacités des jeunes et des adolescents sur les aspects spécifiques à la non-violence, quarante membres des clubs scolaires genre des communes de Tchaoudjo 1 et 2 ont été formé sur la paix, la non- violence, la participation citoyenne et la prévention de l'extrémisme violent. Ces ateliers contribuaient à la **dynamisation des membres des clubs genres** et à l'instauration des rapports pacifiques dans les communautés. Ils ont permis d'édifier les clubs genres et les enseignants sur les notions des Violences basées sur le genre (VBG) et celles des enfants.

Ces sessions ont été aussi l'occasion d'améliorer leurs connaissances sur la notion de l'extrémisme violent et ses différents facteurs de risques. Elles ont également servi de cadre pour renforcer la résilience des participants face à l'extrémisme violent et amener les jeunes à mieux cerner les notions de violence et de paix et à accroître leurs connaissances sur la participation citoyenne.

Ces ateliers ont débouché sur la mise en place de deux clubs genre qui mèneront des actions pour maintenir la cohésion sociale et la paix durable dans leurs communautés. Un plan d'actions a été élaboré pour l'exécution de leurs activités. La formation a été assurée, entre autres, par M. Bamazi Essognim, personnel d'appui du CIPLEV de Tchaoudjo.

Le superviseur du projet JAP au Togo, MOUMOUNI Abdouzarifou a expliqué que *« Les 80 jeunes outillés dans les deux communes sont aujourd'hui en mesure de reconnaître les situations de vulnérabilités face à l'extrémisme violent, ils sont plus résilients et aptes à participer à la promotion de la paix dans notre pays en restituant les acquis auprès de leurs pairs et dans leurs différentes communautés à travers plusieurs activités dont des sensibilisations ».*

« Je compte sensibiliser mes amies à éviter la violence sous toutes ses formes afin de préserver la paix, gage de développement de notre pays », a promis Mlle Gnoungou Ditoma Elisabeth, élève en classe de 3è au CEG-Lycée Tchawanda.

Forum pour la paix pour prévenir l'extrémisme violent dans nos communautés (TOGO)

CREUSET TOGO a organisé **un forum national pour paix** et a rassemblé une cinquantaine d'acteurs clés des communes de Tchaoudjo 1 et 2, bénéficiaires dudit projet et des autres communes environnantes de la préfecture de Tchaoudjo. Il a servi de cadre pour identifier les causes et les facteurs de risques de la radicalisation des jeunes et pour comprendre les vecteurs et les facteurs de la faible implication des jeunes dans le développement. La rencontre a également permis aux participants d'échanger les expériences et les bonnes pratiques favorisant la cohabitation interculturelle pacifique et une meilleure participation des jeunes au développement.

Les communications présentées ont porté, entre autres, sur les causes de l'extrémisme violent, la cohésion sociale, le rôle des différents acteurs dans la prévention de l'extrémisme violent et la cohésion sociale, les facteurs de la faible implication des enfants et des jeunes au développement. La formation a été assurée par M. PEWISSI Ataféi, professeur titulaire à l'Université de Lomé et président de l'Association paix durable en Afrique.

Le représentant du directeur préfectoral de l'Action sociale, ANADI Palamwé a salué l'initiative de l'ONG Creuset Togo qui, selon lui, cadre bien avec la vision du gouvernement. *« Sans la paix aucun développement n'est possible, le vivre-ensemble et la prévention de l'extrémisme violent nous permettent de promouvoir la paix durable »*, a-t-il souligné.

L'assistant juridique à l'ONG Creuset Togo, Bonaventure Kagnara s'est également félicité de ce forum qui a permis aux acteurs de divers horizons *« de réfléchir aux stratégies communes à développer pour contrer*

l'extrémisme violent et la radicalisation de jeunes afin de préserver la paix, le vivre-ensemble et la cohésion sociale en appui aux efforts des autorités togolaises ».

Le formateur est convaincu *« qu'avec les connaissances acquises, les participants seront des acteurs et formateurs chez eux pour amener leurs communautés à œuvrer pour la paix ».*

L'assistante technique sur le projet JAP, Mme Justine LAGBAI a aimé le partage d'expériences. *« Ceux qui ont déjà une fois entendu parler du projet JAP ont partagé leurs expériences pour aider ceux qui sont venus pour la première fois permettant ainsi à tout le monde d'être au même niveau d'informations »*, a-t-elle salué.

Le superviseur sur le projet JAP, Abdouzarifou MOUMOUNI est, quant à lui, confiant quant à l'issue de ce forum. *« Ces acteurs clés que nous avons rassemblé vont, au retour, échanger avec leurs communautés sur les facteurs qui bloquent le développement et la paix et également sur les bonnes pratiques. Ils vont capitaliser sur ce qui se fait déjà de bien et voir ce qu'on devra améliorer pour mieux promouvoir la paix durable dans nos sociétés »*, a-t-il laissé entendre.

Le président du Conseil communal de jeunesse de Tchaoudjo 1, Tchassama Abdoul-Kahar et le médiateur de ladite commune sur le projet, Alassani Salisssou ont invité tous les participants à organiser, une fois retournés chez eux, des sensibilisations pour faire comprendre aux populations l'obligation d'œuvrer en faveur de la paix et du développement du pays.

Les participants du forum communautaire au Tchaoudjo, Togo.

Résilience des jeunes membres des conseils communaux face à l'extrémisme violent (TOGO)

Le centre KANDYAA de Sokodé et le centre polyvalent de Lama Tessi ont servi de cadre à des **rencontres avec les enfants et jeunes membres des conseils communaux de la jeunesse de la préfecture de Tchaoudjo**. Objectif : renforcer les connaissances et les capacités des membres desdits conseils communaux.

Au total 60 jeunes dont 22 filles ont été formés sur plusieurs thématiques en lien avec la promotion d'une paix durable notamment la prévention de l'extrémisme violent, la cohésion sociale, la gestion des conflits, la participation citoyenne.

Facilités par les assistants techniques du projet avec l'appui des agents communaux du Comité Interministériel de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV), ces rencontres ont été essentiellement participatives.

Durant les deux jours (24 et 25 avril 2023), les jeunes venus des communautés diverses des communes Tchaoudjo 1 et 2 ont vu leurs capacités renforcées grâce aux différentes présentations et les travaux de groupes sur la notion de l'extrémisme violent, son évolution dans le temps et l'espace, les modes de recrutement, les facteurs de risques ainsi que les conséquences et les stratégies de résilience prenant en compte la gestion participative des conflits, la promotion de la participation citoyenne et le renforcement des capacités communautaires à travers les sensibilisations.

Ces sessions permettront aux jeunes membres des conseils communaux de la jeunesse d'être plus résilients face aux différentes menaces de radicalisation auxquelles les communautés et surtout les jeunes sont de plus en plus exposés.

Marqué par les notions apprises et partagées lors de ces rencontres, un jeune de Lama-Tessi s'exprime en affirmant ce qui suit : *« Cette formation m'a vraiment aidé puisque par le passé quand on parlait de l'extrémisme violent, pour moi c'était seulement une affaire de musulmans et des politiciens. Mais ce que j'ai appris durant ces deux jours, ça veut dire que moi-même je peux toutefois me retrouver parmi ces gens indépendamment de ma volonté si je ne connais pas les facteurs de risques et les stratégies de recrutement. Avec cette formation, nous allons à notre tour passer le bon message afin de promouvoir une cohésion sociale dans nos communautés surtout auprès de nos pairs jeunes. Je remercie les organisateurs notamment CREUSET TOGO et ses partenaires et CIPLEV pour cette occasion ».*

Fora communautaires sur la cohésion sociale et la paix durable (TOGO)

A la suite des **sessions de formation de 60 dialogueurs** de paix des communes de Tchaoudjo 1 et 2 , l'ONG CREUSET TOGO a organisé une série d'actions dont des **fora communautaires** dans le but de donner la parole aux acteurs sociaux communautaires.

Parmi ces activités, il y a par exemple la tenue des premiers fora communautaires dans les localités de Kpangalam et Tchawaré relevant respectivement des communes de Tchaoudjo 1 et 2. Cette activité qui a été réalisée dans chacune des localités par les comités des dialogueurs précédemment formés, avec l'assistance de l'équipe de mise en œuvre du projet, a connu la présence de 100 leaders interreligieux.

L'objectif de ces activités est de renforcer les capacités des leaders religieux et traditionnels et aussi communautaires sur les aspects liés à la promotion de la paix et la cohésion sociale, la prévention de l'extrémisme violent et la participation citoyenne.

Les participants du forum communautaire à Kpangalam, Togo.

Il s'est tenu le jeudi 07 décembre 2023 à Kasséna, dans la commune de Tchaoudjo 2, le sixième forum communautaire pour le compte de l'année 2023, qui a rassemblé 50 acteurs interreligieux dont 17 femmes de la localité.

Cette activité a été conduite principalement par certains membres du comité des dialogueurs de paix précédemment formés dans les communes de la zone de réalisation du projet, avec l'assistance de l'équipe de mise en œuvre dudit projet.

L'objectif de cette initiative est de renforcer les capacités des leaders religieux et traditionnels et aussi communautaires à pouvoir travailler dans l'optique de maintenir la cohésion sociale au sein de leur communauté, de prévenir l'extrémisme violent et d'améliorer la participation citoyenne en vue de faire régner la paix durable dans notre cher pays.

A l'issue de la rencontre, plusieurs acteurs ayant pris part ont manifesté leur gratitude aux différents partenaires initiateurs dudit projet et manifestent leur disponibilité entière et leur engagement déterminé dans la construction d'une paix durable dans leurs différentes localités.

Forum communautaire à Kasséna dans la communa Tchaoudjo 2, Togo.

b) Renforcement de la cohésion sociale

Espaces de citoyenneté : un lieu sûr d'inclusion sociale (BENIN)

Pendant longtemps, les communautés de la commune de Ouaké n'avaient pas eu l'idée d'initier des espaces de citoyenneté dans leurs villages quand bien même elles vivent des faits de société non appropriés dans leurs vies quotidiennes.

L'avènement du projet JAP initié par CIPCRE-Bénin a apporté une plus-value aux communautés de la commune de Ouaké. Pour cause, les espaces de citoyenneté ont vu le jour dans les villages d'intervention du projet JAP. A travers ces espaces de citoyenneté, les questions liées aux thématiques du projet se débattent pour que les différences couches représentatives au niveau de chaque village perçoivent l'intérêt que porte l'existence de pareils lieux. Dans ces lieux de rencontre, les sujets de discussion résultent des actions collectives visant à faire changer qualitativement et quantitativement les modes de vie des communautés. De plus, des séances de salubrité sont organisées afin que les communautés perçoivent l'intérêt pratique de la participation citoyenne.

Témoignage d'un citoyen « *CIPCRE-Bénin a ouvert nos yeux grâce au projet JAP. Avant l'arrivée de ce projet ici à Yamsalé, cette cohésion que nous vivons aujourd'hui n'existait pas. Pour cause, chacun pour soi Dieu pour tous*. »

Campagne de salubrité dans le centre de santé de Yamsalé (commune de Ouaké, Bénin) – signe de la participation citoyenne des jeunes.

La cohésion sociale est un des éléments nécessaires pour la culture de la paix (BENIN)

Le projet JAP a donné une image décorative et une meilleure vie sociale à la population de Ouénou, qui sont devenues un héritage et existe aujourd'hui dans leur quotidien. A ce jour, les leaders des différentes confessions religieuses entretiennent une relation conviviale et se rendent visite régulièrement. Puisque nul ne peut estimer être heureux sans ses pairs, les acteurs interreligieux des différentes confessions religieuses ont décidé de se rendre disponibles en passant dans les temples et mosquées, souhaitant ainsi donner l'exemple de leurs bonnes collaborations à leurs fidèles. Pour montrer leur détermination à cultiver la cohésion sociale au sein de la communauté, les leaders religieux ont jugé opportun de se réunir de temps à autres pour des prières communes dans la cour royale du village. Nous en avons pour preuve, la tenue des séances de mobilisation et de prière chez le Roi les vendredis 10 et 17 mai 2024.

Etant donné que c'est un vendredi, les prières se furent par les musulmans en premier à cause de la prière de 14h. Déjà, le matin, à 10h, le roi fit la cérémonie d'ouverture de la séance, après lui, les musulmans commencèrent la prière pour finir avec la lecture coranique. Ils ont prié et imploré Allah 45mn environ. Après les musulmans, ce fut le tour des chrétiens. Les chrétiens, quant à eux, ont commencé par des louanges à Dieu. Ensuite, ils ont enchaîné avec la lecture biblique et finissaient tous ensemble par une prière commune comme il est de leur coutume. Enfin, les pratiquants des religions endogènes ont clôturé la séance avec danses traditionnelles appelées « bwannou » pour finir avec des rituelles et des prières en Bariba, la langue du village.

Ces séances ont beaucoup édifié les participants. Ces derniers ont finalement vu la nécessité d'être unis malgré la diversité, si l'on veut vivre ensemble dans l'abondance et être heureux, car, tout seul, on s'ennuie, on n'apprend rien des autres et même de la vie. Cette initiative a beaucoup marqué les esprits et tend à changer le cours des choses dans notre vie. Elle a été aussi marquée par la diversité, la présence effective des différents acteurs interreligieux et communautaires (les pratiquants des religions endogènes, les chrétiens, les musulmans, vieux, jeunes, les femmes et les enfants).

Séance collective de prière de trois confessions religieuses (chrétienne, musulmane et endogène) chez le Roi: Un bon départ pour la cohésion sociale et le dialogue interreligieux dans le village de Ouénou (commune de Nikki, Bénin).

Le plaidoyer des clubs genres : un moyen efficace dans les collèges (BENIN)

Au cours de la mise en œuvre du projet régional JAP par CIPCRE Bénin, quelques collèges bénéficiaires dudit projet ont vu leurs élèves et enseignants renforcés en capacités sur les thématiques paix, non-violence, violences basées sur le genre (VBG), la cohésion sociale, la participation citoyenne et la prévention contre l'extrémisme violent. Après cette étape, chaque collège a **installé en son sein des clubs genres (club paix et non-violence, club cohésion sociale et participation citoyenne et club prévention contre l'extrémisme violent).**

Ainsi, les collèges partenaires du projet ont mené des séances de sensibilisation de masse lors des cérémonies de couleurs sur la culture de la paix, la non-violence et la participation citoyenne sous la direction des enseignants encadreurs choisis pour la cause. En dehors des activités de sensibilisation, il y a la confection et affichage des messages incitant à la culture de la paix et de la non-violence dans les collèges partenaires. De plus, on a assisté à la gestion de quelques situations de conflits entre élèves et enseignants.

Les élèves du CEG de Sèmèrè (commune de Ouaké, Bénin) sensibilisent leurs pairs sur la non-violence en milieu scolaire.

Le dialogue interreligieux, intergénérationnel et communautaire : Socle de la paix (BENIN)

Depuis quelques années, les communautés de la commune de Ouaké connaissent de remous entre les confessions religieuses, les jeunes et les adultes et entre les différentes communautés. Les causes de ces remous sont multiples. D'une part, on a le fanatisme religieux, la réduction de tout en soi, l'exclusion d'autres couches sociales pour des raisons infondées et d'autre part des conflits agropastoraux. Les conflits agropastoraux ont beaucoup plus favorisé l'installation d'une méfiance ambiante entre agriculteurs et éleveurs.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet JAP par CIPCRE-Bénin, les questions liées au dialogue interreligieux, intergénérationnel et communautaire connaissent une avancée spectaculaire dans la commune de Ouaké. La mise en place des comités mixtes de dialogueurs (leaders religieux et jeunes) a permis d'organiser des fora communautaires avec pour objectif d'éradiquer les foyers de tension qui sont nés à cause de l'ignorance et de la réduction de tout en soi. A travers ces fora communautaires, les discussions ont porté sur la culture de la paix et de la non-violence, de la cohésion sociale par l'acceptation de l'autre et la culture de l'esprit du vivre ensemble malgré nos différences (ethniques et religieuses). A l'occasion de la tenue de ces fora, plus de 300 personnes (hommes, femmes, leaders religieux, élus locaux, dignitaires, filles comme garçons) ont pris part. Le résultat est qu'il existe un dialogue citoyen inclusif et participatif avec des échanges réguliers entre les jeunes et les leaders communautaires, religieux et traditionnels sur les thèmes de la cohabitation pacifique et de la protection de l'enfance. Il est à noter la prise des engagements entre les éleveurs et les agriculteurs pour atténuer les conflits.

Renforcement du tissu social à travers le projet JAP à Kolofata et Waza (CAMEROUN)

La cohésion sociale est un élément essentiel dans la construction et le maintien de la paix, en particulier dans un contexte comme celui du Cameroun, où la diversité culturelle et religieuse est une richesse, mais aussi un défi. Le projet JAP a offert aux communautés de Kolofata et Waza une véritable opportunité de renforcer leur tissu social et de promouvoir un vivre-ensemble harmonieux, en particulier dans les zones marquées par des tensions interreligieuses et des défis socio-économiques. À travers différentes initiatives, le projet JAP a contribué à améliorer la relation entre les groupes sociaux et religieux dans ces localités, où la compréhension mutuelle et la solidarité sont primordiales pour préserver la paix. Ces activités ont permis de poser les bases d'un dialogue interreligieux solide et d'une collaboration effective entre musulmans, chrétiens et pratiquants des religions traditionnelles locales. Les leaders religieux des différentes confessions se réunissent désormais régulièrement, dans un esprit de convivialité et d'unité, pour mener des actions communes telles que des sensibilisations et des prières interconfessionnelles. Ces moments de partage spirituel, comme les prières collectives organisées dans les esplanades de chefferies et les lieux de culte, témoignent d'une véritable volonté de renforcer la cohésion au sein de ces communautés.

Le cas de Kolofata et Waza illustre parfaitement l'impact de ces initiatives. À travers des rencontres interreligieuses telles que celles organisées dans les esplanades des chefferies, les acteurs ont su montrer l'exemple en prônant la tolérance et la non-violence. Les prières collectives, où musulmans, chrétiens et pratiquants de religions traditionnelles se sont rassemblés, ont permis de renforcer les liens communautaires et de dissiper les malentendus historiques entre ces groupes. Cette unité nouvelle s'est traduite par des actions concrètes comme l'organisation de matches de football interreligieux et interculturels. Ces événements sportifs, qui réunissent jeunes et adultes, ont permis de prôner la tolérance et d'éduquer la jeunesse contre l'extrémisme violent.

Une séance de sensibilisation communautaire sur la paix et le vivre ensemble harmonieux à Lariski dans la commune de Waza, Cameroun.

Le football, qui est une passion partagée par les jeunes de Kolofata et Waza, a été utilisé comme un vecteur pour promouvoir des messages de paix et de respect. Avant chaque match, des séances de sensibilisation étaient organisées pour informer les joueurs et le public sur les dangers de l'extrémisme violent et de la consommation de stupéfiants. Ce tournoi de football a duré plusieurs semaines, et chaque match a été l'occasion de rappeler les valeurs de la non-violence, de la solidarité et de l'unité. En dehors du terrain, ce tournoi a permis de renforcer le respect mutuel, non seulement entre les jeunes, mais aussi entre les générations, les personnes âgées participant activement à la mobilisation et à l'encouragement de cette dynamique de paix.

La pratique religieuse, chrétienne, musulmane ou endogène, a également joué un rôle clé dans cette initiative. Lors des fêtes traditionnelles qui célèbre les communautés locales, des gestes de solidarité ont été observés entre les différentes confessions religieuses, unifiant ainsi la population autour de leurs valeurs communes. Le chef des cultes endogènes de Waza, respecté pour sa sagesse et son leadership, a été un acteur central dans la promotion de cette unité interreligieuse. En organisant les activités de cohésion et interculturel où les participants des différentes ethnies se sont retrouvés pour célébrer ensemble, il a renforcé le message de cohésion sociale au sein de la communauté. Les festivités ont inclus des danses traditionnelles, ainsi que le partage culinaire, symbolisant ainsi l'unité et le respect des traditions de chacun.

L'impact du projet JAP dans ces villages ne se limite pas seulement à des actions ponctuelles, mais il a également initié un véritable changement de mentalité au sein de la population. Grâce aux sensibilisations répétées sur la prévention de l'extrémisme violent et la culture de la paix, les jeunes, auparavant sensibles à des influences radicales, ont montré des signes clairs de réhabilitation sociale. La consommation de stupéfiants, qui était un phénomène répandu dans certaines zones, a également diminué grâce à l'implication des autorités locales et à la mobilisation communautaire.

Le succès de ces initiatives repose sur une approche inclusive, impliquant non seulement les leaders religieux et communautaires, mais aussi les jeunes, les femmes et les autorités locales. Les acteurs de la paix, à travers des actions collectives telles que des concours de lecture sur la paix, ont permis d'éduquer la population sur l'importance de la culture de la paix, en particulier au sein des jeunes générations. Ces concours, comme celui organisé à Kolofata, ont permis de sensibiliser les enfants et les adolescents à la nécessité de vivre ensemble, de respecter les différences et de contribuer au développement de leur communauté.

L'engagement des jeunes de Kolofata et Waza a été particulièrement remarquable. En participant activement aux actions de sensibilisation, des compétitions sportives, des événements culturels et des séances de prière communes, ils ont montré leur volonté à promouvoir la paix et de prévenir l'extrémisme violent dans leur milieu. Cette jeunesse, autrefois marquée par la violence et les conflits, devient aujourd'hui un acteur clé de la paix et de la cohésion sociale dans ces régions.

Sensibilisation communautaire sur les droits des enfants à Tchounkoul, localité de la commune de Waza, Cameroun.

En conclusion, le projet JAP a permis d'initier un véritable processus de transformation sociale et culturelle dans les villages de Kolofata et Waza. Grâce à l'engagement de tous les acteurs communautaires, religieux et politiques, la culture de la paix et la cohésion sociale sont désormais des valeurs partagées par tous. La participation active des jeunes, le dialogue interreligieux et les activités interculturelles sont des leviers puissants pour prévenir l'extrémisme violent et garantir un avenir paisible et prospère pour ces communautés.

Jeux de détente, symbolique pour la cohésion, lors d'une formation à Waza.

La prise en compte du genre dans la réalisation des activités du projet JAP (CAMEROUN)

Le projet « Les Enfants et les Jeunes Comme Artisans de Paix : Transfert d'Approches Éprouvées pour une Cohabitation Interculturelle Pacifique » s'inscrit dans une dynamique de renforcement des capacités des communautés du Nord du Bénin, du Cameroun et du Togo. L'ONG ALDEPA, dans le cadre de la mise en œuvre du projet, l'approche sensible au genre a été mise en avant afin de garantir une participation équilibrée et inclusive des filles, des garçons, des femmes et des hommes dans toutes les activités.

Dans les régions des trois pays concernées, les inégalités liées au genre constituent un des obstacles majeurs au développement harmonieux des communautés. Les femmes et les jeunes filles, en particulier, sont souvent marginalisées dans les processus de prise de décision et dans les initiatives visant à promouvoir la paix. Le projet reconnaît que l'égalité des sexes est une condition essentielle à une cohabitation interculturelle pacifique et durable. Une Analyse genre initiale a permis de mettre en évidence les dynamiques de genre, les besoins spécifiques des groupes marginalisés et les obstacles à leur participation active. Les sessions de formation destinées aux cibles du projet ont été conçues pour assurer une représentation équitable des filles et des garçons. Les femmes leaders communautaires ont également été impliquées en tant que facilitatrices et modèles pour les jeunes. Les supports et les activités ont été adaptés pour refléter les rôles et les responsabilités équitables entre les sexes. Par exemple, des jeux de rôles ont été utilisés pour explorer et déconstruire les stéréotypes de genre. Le partage régulier entre les organisations autour de cette approche a mis en lumière des exemples de femmes et d'hommes qui ont joué un rôle décisif dans la promotion de la paix et la résolution des conflits, des témoignages ont inspiré les jeunes participants à adopter une approche inclusive. Les indicateurs de performance incluant les données désagrégées par sexe ont permis de suivre l'équité dans la participation et les bénéfices des activités. Des enquêtes régulières ont permis de recueillir les perceptions des participants sur l'impact de l'approche genre.

L'intégration de l'approche genre dans le projet a permis d'atteindre des résultats significatifs comme une augmentation significative de la participation des jeunes filles dans les activités communautaires, favorisant leur autonomisation ; une meilleure compréhension des enjeux de genre par les participants, conduisant à une réduction des stéréotypes et enfin une cohabitation interculturelle renforcée grâce à une reconnaissance accrue du rôle des femmes dans la prévention des conflits.

Les partenaires prévoient d'approfondir cette approche en élargissant la portée du projet et en intensifiant les initiatives de sensibilisation. L'objectif étant de créer des systèmes communautaires résilients qui valorisent également les contributions aussi bien des hommes que des femmes dans la construction de la paix pour assurer une paix durable et inclusive.

Groupe de travail en vue du recueil des différents types de violence rencontré en milieu scolaire dans les établissements scolaires mené par les membres des clubs genres paix et non-violence de Kolofata, Cameroun.

La promotion du droit de l'enfant dans le cadre de la protection sociale (CAMEROUN)

Dans le cadre du projet JAP, la promotion des droits de l'enfant faisait partie des stratégies novatrices pour renforcer la protection sociale des enfants tout en les éduquant sur leurs droits fondamentaux, les responsabilisant ainsi comme acteurs de paix et de cohésion sociale.

Dans les régions cibles du projet, les enfants sont souvent confrontés à des situations de vulnérabilité dues à la pauvreté, aux conflits interculturels et au manque d'accès aux services de base. La protection sociale joue un rôle déterminant pour garantir leur bien-être et leur développement. Les organisations promotrices du projet reconnaissent que les droits des enfants, notamment leur droit à l'éducation, à la santé, à la participation et à la protection contre toutes formes de violence, doivent être au centre de toute initiative de développement.

A cet effet des Actions clés visant à promouvoir le droit de l'enfant ont été menées durant toute la période du projet pour créer la prise de conscience chez les parents, les leaders communautaires et les enfants eux-mêmes. Ces activités mettent l'accent sur l'éducation, la santé, et la protection contre les abus. L'implémentation des droits des enfants s'est aussi inspirée de la création des comités locaux de protection de l'enfant et du renforcement de leurs capacités, pour qu'ils servent de relais pour signaler les cas de violence, d'exploitation ou de négligence. Ces comités incluent les ombudsmans, représentants des jeunes et les parents. Des sessions de formation sont organisées pour sensibiliser les enfants à leurs droits et leur rôle dans la société. Cette approche visant à les autonomiser en les dotant des compétences nécessaires pour défendre leurs droits et promouvoir la paix dans leurs communautés a été un facteur important d'atteinte des résultats du projet.

Les impacts de ces actions sont perceptibles dans les communautés où le projet a été réalisé, en occurrence une réduction notable des cas de violences signalés dans les communautés cibles ; une prise de conscience accrue dans les familles et par les leaders communautaires ; une participation active des enfants dans les initiatives locales de paix et de protection sociale. Malgré ces progrès, des défis subsistent, notamment la pérennité des initiatives et l'élaboration de systèmes inclusifs à long terme. Pour relever ces défis, nous avons travaillé sur le renforcement des capacités des structures communautaires existantes ; l'élargissement les partenariats avec les institutions publiques et les ONG locales et des initiatives de sensibilisation pour toucher un plus grand nombre de personnes.

L'expertise des organisations dans la promotion des droits de l'enfant et la protection sociale constitue une référence pour les initiatives de développement dans des contextes similaires. En impliquant activement les enfants et les jeunes, on contribue non seulement à leur bien-être mais aussi à la construction d'une société plus équitable et pacifique.

Appui matériel aux membres du club genre paix et non-violence de l'école publique de Gancé, dans la commune de Kolofata, Cameroun.

Les jeunes de Kparataou et de Yara Kabyé s'engagent pour la cohésion sociale (TOGO)

A la suite de la **formation sur les outils de sensibilisation** conçus et produits de manière participative, les enfants et les jeunes membres des conseils communaux de jeunesse et des clubs genre ont organisé **deux réunions communautaires de sensibilisation de masse** dans les localités de KPARATAOU et de YARA KABYE les 26 et 29 octobre 2023. L'objectif de ces rencontres communautaire était de sensibiliser les populations en l'occurrence les leaders religieux et traditionnels et les jeunes sur les défis sécuritaires liés à la radicalisation et l'extrémisme violent.

Au total 155 personnes ont été mobilisées dans les deux communautés des communes Tchaoudjo 1 et 2. Il a été question dans un premier temps d'identifier les causes et les facteurs de risques qui crées la haine au sein des populations multiculturelles ainsi que les causes de cause de la radicalisation des jeunes et dans un second temps les bonnes pratiques et les comportements/habitudes individuels et collectives qui promeuvent une cohabitation interculturelle pacifique et la cohésion sociale. Les leaders traditionnels et surtout religieux un rôle important à jouer que ce soit dans les prêches ou au cours des rencontres communautaires.

Il faut rappeler que cette activité a été réalisée avec la collaboration du Comité Interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV) à travers ses démembrements communaux.

Les jeunes travaillent à la consolidation de la cohésion sociale pour une paix durable (TOGO)

Préalablement formés par l'ONG CREUSET TOGO pour servir de relais, les jeunes réalisent les activités de sensibilisation comme prévu. Une série de sensibilisation qui a pour objectif principal de renforcer la paix et la citoyenneté des jeunes et adultes, a été effective dans les villages de Labidè et de Tchavadè, puis de Kalaré et Abatchang respectivement des communes de Tchaoudjo 1 et 2. Cette série de séances de sensibilisation s'est tenue du 06 au 08 février 2024 et été suivi par 312 participants, dont 170 femmes, des quatre villages ciblés.

Les événements ont été assurées principalement par les jeunes avec l'appui de l'équipe du projet et ont permis aux communautaires d'identifier eux-mêmes les meilleures stratégies adaptées à leurs différents milieux pour le maintien de la paix durable surtout à travers des actions de citoyenneté.
A l'issue de cette série d'activités, les participants ont de façon générale, manifesté et témoigné leur engagement déterminant a vraiment se mettre à l'œuvre pour la consolidation de la cohésion sociale pour une paix durable au Togo.

Sensibilisation par les images lors d'un forum communautaire à Kalaré dans la commune Tchaoudjo 2, Togo.

II) Témoignages

a) Témoignages des jeunes

ABDOU Anasse, Jeune engagé de Sèmèrè (BENIN)

« Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à CIPCRE-Bénin et à son projet JAP. Grâce à ce projet, mes capacités en tant qu'acteur de la paix et de la cohésion sociale ont été considérablement renforcées, tant dans la commune de Ouaké en général que dans la zone de Sèmèrè en particulier. Après avoir participé à plusieurs séances de formation, j'ai développé des compétences qui m'ont permis de devenir un véritable consultant sur les questions de paix et de cohésion sociale au sein de ma communauté. Ce projet a eu un impact profond sur moi, ainsi que sur mes camarades, amis et parents. La plupart d'entre nous, qui avons bénéficié de cette intervention, avons adopté une attitude plus ouverte, flexible, et avons intégré la culture de la paix et de la non-violence dans nos comportements quotidiens. L'une des réussites les plus notables a été l'implication des leaders religieux de différentes confessions. Ces derniers ont, à travers des sensibilisations organisées dans les lieux de culte et dans les places publiques, fait preuve d'un changement positif qui a également touché leurs fidèles. Les mobilisations interreligieuses ont été particulièrement réussies, et les nouveaux comportements positifs observés chez les fidèles témoignent de l'impact du projet JAP à Sèmèrè. En somme, l'intervention de CIPCRE-Bénin à travers le projet JAP a été d'une grande utilité pour notre communauté, et je suis honoré de faire partie de ce mouvement de changement. »

TALAKE DJIDDA, Président de la Plate-forme associative de Kolofata et leader jeune (CAMEROUN)

« Grâce à ce projet, les jeunes se sentent de plus en plus valorisés et écoutés, ce qui nous pousse à nous engager davantage pour promouvoir la paix. Nous avons également observé une participation active des femmes et des filles, qui ont proposé des idées pertinentes et constructives. Les formations que nous avons reçues ont été déterminantes pour nous faire prendre conscience de notre rôle essentiel dans la promotion de la cohésion sociale. Pour les enfants, les activités ludiques ont été une véritable opportunité d'apprendre les valeurs de la paix et de la coexistence pacifique de manière interactive et engageante. L'une des forces majeures de ce projet a été la collaboration étroite entre les consultants, les animateurs et les participants, ce qui a créé un environnement propice aux échanges et à l'apprentissage mutuel. Ce processus a été un facteur clé de la réussite de l'initiative. Enfin, l'accompagnement médiatique a joué un rôle décisif en donnant une visibilité importante à nos actions. Cela a non seulement permis de sensibiliser un plus grand nombre de personnes à l'importance de l'engagement des jeunes et des enfants en tant qu'acteurs de la paix, mais aussi d'encourager d'autres à s'impliquer activement. »

CHETIMA Jean, Jeune volontaire citoyen d'Amchidé (CAMEROUN)

« Les enfants, témoins de ces changements, sont de plus en plus inspirés par l'exemple de leurs aînés et commencent à prendre conscience de leur propre potentiel en tant qu'acteurs de changement pour l'avenir. Je suis convaincu que la paix est un effort collectif, nécessitant la participation active de tous les secteurs de la société. Même face à des défis supplémentaires, les jeunes trouvent dans ces espaces une véritable opportunité de se faire entendre et de contribuer de manière significative à la promotion de la paix et de l'égalité. Ces témoignages reflètent un élan communautaire vers un avenir plus harmonieux, où chaque membre, qu'il soit jeune ou adulte, joue un rôle essentiel dans la construction d'une société pacifique. »

DOUNOMA MODOU, Membre du CLODIPACOP et Vice-président du CCJ à Waza (CAMEROUN)

« Les projets menés par ALDEPA ont eu un impact significatif sur le changement de mentalité et de comportement, tant dans ma propre vie que dans celle de nombreux jeunes de notre communauté, notamment en ce qui concerne la gestion des conflits. De mon expérience personnelle, il y a quelques années, il n'y avait pratiquement pas une semaine sans qu'une dispute éclate au marché ou autour des points d'eau. Les bagarres entre enfants dans la rue dégénéraient souvent en conflits familiaux, et ces affaires se retrouvaient rapidement à la chefferie, au commissariat, ou à la brigade. C'était véritablement la loi du talon qui régnait. Grâce aux nombreux séminaires que mes pairs et moi avons suivi sur la cohabitation pacifique, la tolérance, la résolution pacifique des conflits, la promotion du dialogue et de la paix en communauté, j'ai personnellement constaté une amélioration dans mes relations avec les autres. Et ce changement est visible lorsque j'observe et interagis avec les enfants et les jeunes lors de nos activités de sensibilisation et de causeries éducatives. Aujourd'hui, grâce aux mécanismes alternatifs de résolution de conflits que nous avons appris et vulgarisés dans nos communautés (conciliation, médiation, arbitrage), les populations sont désormais beaucoup plus enclines à résoudre leurs différends à l'amiable, sans recourir systématiquement aux procédures judiciaires. Ces mécanismes ont non seulement favorisé une meilleure réconciliation, mais aussi renforcé la cohésion au sein de nos communautés. »

MATAWA BOUKAR, Président du CIRAP de Kolofata (CAMEROUN)

« Après avoir participé à ces sessions de formation, je ressens un véritable sentiment d'empowerment. Ces ateliers m'ont permis de prendre pleinement conscience de l'importance de la paix dans notre communauté. Ils m'ont ouvert les yeux sur le rôle crucial que chacun de nous peut jouer dans la promotion de la paix et la cohésion sociale. Grâce à ces formations, je suis désormais mieux préparé à contribuer de manière significative à la construction d'une communauté plus unie et pacifique. »

Un jeune membre du CCJ lors du forum à Sokodé (TOGO)

« Notre communauté a vraiment profité de la mise en œuvre de ce projet. Avant l'entente ce n'est pas vraiment ça mais actuellement beaucoup de choses ont changé, maintenant on se comprend mieux, personnellement, j'ai appris beaucoup et surtout par rapport au fait qu'on doit signaler et présenter au chef ou ses notables si on a un étranger même s'il est de la famille. À travers le projet, les jeunes, comme le membre du CCJ Tchaoudjo 1, ont appris des pratiques importantes en matière de respect des autorités traditionnelles et de gestion des mouvements dans la communauté. L'un des enseignements essentiels était de signaler toute nouvelle personne arrivant dans la communauté (même s'il s'agit d'un membre de la famille) aux autorités locales, telles que les chefs de village ou les notables. Ce processus est crucial pour assurer la sécurité et la tranquillité de la communauté ».

Une jeune fille membre de club genre à Yao copé (TOGO)

« Je ne suis pas fière de le dire mais je vais dire. Il y'a quelques mois avant, je ne voulais même pas voir un musulman sur mon chemin. Grâce aux différentes formations et sensibilisations j'ai compris que nous sommes tous les mêmes et que les religions ne devraient pas constituer une barrière entre nous. J'ai réalisé que le sectarisme religieux est un obstacle à la paix sociale, et je me sens désormais plus ouverte et réceptive aux autres communautés religieuses. Ce changement de mentalité contribue à renforcer l'unité sociale et la solidarité dans la communauté. Grâce aux enseignements reçus, j'ai amélioré non seulement ma perception, mais également mon comportement envers les musulmans. Aujourd'hui, je n'évite plus les musulmans, mais les accueille avec ouverture. Je suis persuadée que ce type de changement comportemental est essentiel pour l'harmonisation sociale et la réduction des tensions interreligieuses ».

b) Témoignages des leaders religieux et traditionnels

TCHOUMBOTE Mamam, Chef du village de Sobitè, Ouaké (BENIN)

« Grâce aux activités du projet JAP, nous avons pu mettre en place une collaboration fructueuse entre les élus locaux, la société civile de la commune de Ouaké, et le commissariat de Ouaké, ce qui a conduit à l'instauration d'une patrouille civile dans notre village de Sobitè. Cette initiative visait à limiter les entrées et sorties incontrôlées des personnes et des biens, des phénomènes qui généraient des vols et des nuisances nocturnes, telles que des bruits intempestifs entre 23 heures et 6 heures du matin. Depuis la mise en œuvre de cette patrouille, nous avons observé une diminution significative des cas de vol, notamment des animaux comme les cabris, moutons, et poulets. Les bruits nocturnes ont également cessé, et les sorties nocturnes incontrôlées des jeunes ont été largement réduites. La présence de cette patrouille civile a eu un effet immédiat et positif sur la tranquillité du village, renforçant ainsi la sécurité et la cohésion au sein de notre communauté. »

BLAMA GONI, Imam de la mosquée du quartier Chefferie, leader religieux (CAMEROUN)

« Les activités du projet nous ont permis, en tant que leaders religieux, de mieux comprendre ses objectifs et son impact. Selon moi, l'objectif principal est de renforcer la compréhension et le respect mutuels entre les différentes confessions. Ce projet a été une opportunité précieuse pour établir des ponts entre les communautés religieuses, en mettant l'accent sur la tolérance et la coexistence pacifique. Grâce à ces échanges, nous avons renforcé notre rôle dans la promotion de la paix au sein de la communauté. Les activités du projet JAP ont permis, en effet, de renforcer la compréhension et le respect mutuels entre les différentes confessions religieuses. Le projet a 'établi des ponts' entre les communautés religieuses et a mis l'accent sur la coexistence pacifique. Cela a renforcé notre rôle en tant que leaders religieux dans la promotion de la paix, mais a également transformé la dynamique sociale de la communauté, où auparavant la division et la méfiance régnaient. »

AISSA YERIMA, femme chef du quartier (ou Blama) Chefferie à Kolofata (CAMEROUN)

« L'importance de la jeunesse dans la préservation de la paix et la transmission des valeurs culturelles est essentielle. L'engagement des jeunes dans ces formations ne se limite pas seulement à l'acquisition de compétences, mais renforce également leur rôle de médiateurs et de promoteurs de la paix au sein de leurs communautés. Il existe un véritable sentiment d'empowerment chez eux, car les connaissances qu'ils ont acquises leur offrent les outils nécessaires pour initier des dialogues constructifs et mener des actions concrètes en faveur de la cohabitation pacifique. Les jeunes sont particulièrement enthousiastes à l'idée de mettre en pratique les supports d'information et de sensibilisation fournis, et ils sont heureux de voir l'impact positif de leurs efforts sur leurs communautés ».

HAWA EDOUARD, Leader traditionnel, blâma du quartier latin (CAMEROUN)

« Ces formations m'ont véritablement ouvert les yeux sur l'importance du rôle que nous devons jouer dans la médiation des conflits et la promotion de l'entente entre nos fidèles. Elles m'ont permis de mieux comprendre comment nos actions peuvent contribuer à la paix au sein de notre communauté. Voir les jeunes s'engager activement pour la paix inspire les plus jeunes à devenir des ambassadeurs de la non-violence. Nous voulons suivre leur exemple et participer activement à la construction d'un environnement plus pacifique. Les leçons de paix que j'apprends ici, je les partagerai avec mes confrères et sœurs. J'espère qu'ensemble, nous pourrons faire grandir cet esprit de paix autour de nous. »

YAWARA MICHEL, leader religieux et enseignant au CETIC* de Waza (CAMEROUN)

« Je suis profondément ému de pouvoir témoigner de l'impact des actions d'ALDEPA en faveur de la paix et du vivre-ensemble ici, dans l'arrondissement de Waza. Ayant participé à de nombreuses rencontres de formation et de dialogue, j'ai compris à quel point ces initiatives sont cruciales dans une société aussi diverse sur le plan religieux et ethnique, et face aux conflits qui surgissent fréquemment. J'ai personnellement observé une amélioration significative des relations entre chrétiens et musulmans, marquée par l'ouverture, l'acceptation et le respect mutuel. Ce projet m'a ouvert les yeux sur la mission sociale de la religion, qui est justement de contribuer à instaurer la paix et l'harmonie au sein des communautés. Aujourd'hui, les effets positifs de ce projet sont visibles dans notre localité. Les leaders religieux, qu'ils soient musulmans ou chrétiens, se rencontrent désormais régulièrement pour réfléchir ensemble sur les messages à transmettre à leurs fidèles. De même, nous voyons des chrétiens et des musulmans s'asseoir côte à côte, échanger avec courtoisie et partager des repas ensemble. Voir cela dans notre communauté est véritablement magnifique. »

**Collège d'enseignement technique industriel et commercial*

GONI BOULAMA AMARTCHA, Imam de la Grande Mosquée de Waza Koura (CAMEROUN)

« Avant toute chose, je tiens à rendre grâce à Allah le Tout-Puissant pour les nombreuses actions menées par l'ONG ALDEPA dans notre arrondissement. Je tiens également à remercier ALDEPA pour l'encadrement de nos enfants et de nos jeunes, ainsi que pour sa collaboration avec les leaders religieux, dans le but de promouvoir le bien-être social et le vivre-ensemble. Autrefois, chaque leader se concentrait uniquement sur ses propres fidèles : le pasteur s'occupait de ses paroissiens, l'Imam de ses ouailles, et nous ne nous rencontrions que lors des fêtes nationales ou d'événements ponctuels, comme l'installation du sous-préfet ou la visite du préfet. Aujourd'hui, grâce au projet Jeunes Artisans de Paix, nous avons l'opportunité de nous réunir, leaders religieux et fidèles musulmans, chrétiens, et même animistes, dans le cadre de sessions de formation, de sensibilisation et surtout de dialogues communautaires. Ces rencontres ont permis de renforcer l'acceptation et la tolérance mutuelle au sein de nos communautés. Nous pouvons désormais observer un réel rapprochement entre les communautés chrétiennes et musulmanes de notre localité, et cela est un véritable progrès pour la cohésion sociale.

Les décisions qui façonnent notre avenir. Nous ne sommes pas seulement l'avenir, nous sommes également le présent. L'implication des jeunes dans l'élaboration de nos plans de développement est essentielle. Leur énergie, leur créativité et leur perspective unique apportent une valeur inestimable à notre travail collectif. »

Leader communautaire de Tchalo (TOGO)

« Avant, ce que les gens faisaient, ça ne me concernait pas, même s'il y'a réunion, travail communautaire, moi mon problème c'est mon champ et mon commerce mais depuis que j'ai commencé à suivre vos formations, j'ai compris que je suis aussi important pour ma localité donc je dois participer à tout ce qui se fait. La prise de conscience a conduit à un changement tangible de comportement. Je comprends désormais qu'en contribuant aux initiatives locales, je peux influer positivement sur la vie de mon village et améliorer les relations sociales et la solidarité au sein de ma communauté ».

Témoignage d'un leader lors du forum à Tchalo, Togo.

Leader communautaire à Yao-copé (TOGO)

« Avant que CREUSET arrive ici, dans nos familles pour prendre décisions, c'est seulement l'homme qui décide. Toi femme tu es qui pour dire non ? On suit seulement ce que nos maris décidaient, que cela nous plaise ou pas. Mais aujourd'hui, grâce aux sensibilisations de Creuset ça a changé. Les hommes ont compris l'importance de demander à leurs femmes avant de prendre des décisions, que ce soit pour acheter des choses, l'éducation des enfants ou même pour la bonne marche du couple. Maintenant, nous, les femmes, nous avons notre mot à dire et c'est écouté et respecté. Ça fait qu'il n'y a plus d'entente dans nos couples et dans nos familles, Grâce aux formations et sensibilisations organisées par Creuset, une prise de conscience a eu lieu, tant chez les hommes que chez les femmes. Les hommes ont compris l'importance de consulter leurs épouses avant de prendre des décisions importantes, surtout en ce qui concerne des aspects du quotidien familial comme l'éducation des enfants, la gestion des finances familiales, ou la dynamique du couple. »

Un leader communautaire de Aoulosso (TOGO)

« Avant, dans la mise en place du Comité Villageois de Développement, il n'y avait pas de femmes dedans, ni d'autres ethnies. Mais après avoir suivi la sensibilisation, je suis allé moi-même signaler ça et on a cassé ça pour refaire un nouveau comité dans lequel il y a maintenant 4 femmes sur 7 membres et plusieurs ethnies, un changement de mentalité après avoir suivi les sensibilisations, ce qui lui a permis de reconnaître l'importance de l'inclusion des femmes et des différentes ethnies dans les processus de décision. Ce changement de perspective montre l'efficacité des sensibilisations qui vont au-delà de la simple information pour transformer les attitudes et les comportements. »

Rencontre préparatoire à l'organisation de la MIR par les membres du comité restreint de la localité de Gancé, commune de Kolofata, Cameroun.

c) Témoignages des autorités locales

YADA Elias, Secrétaire Général de la commune de Kolofata (CAMEROUN)

« Je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour cette initiative, qui met en lumière l'importance essentielle de la médiation dans la protection des droits des enfants et dans la promotion de leur participation active au sein de la société. Les leaders traditionnels et religieux reconnaissent l'impact positif que ce service de médiation aura sur la cohésion sociale et la résolution des conflits, tout en respectant et en valorisant nos traditions et croyances locales. Cette approche est un levier puissant pour renforcer la paix et l'unité dans notre communauté. Avant l'initiative du projet de JAP, soutenue par l'ONG ALDEPA, la résolution des conflits reposait souvent sur des méthodes formelles telles que l'intervention des autorités locales ou judiciaires, ce qui pouvait être un processus long et parfois perçu comme injuste. Les enfants, surtout ceux issus des familles impliquées dans les conflits, étaient souvent mis de côté, ne prenant pas part aux discussions importantes concernant leur avenir. Le projet a permis de mettre en place des plates-formes de dialogue et de résolution pacifique des conflits qui offre aux membres de la communauté un espace sûr et respectueux où ils pouvaient discuter de leurs différends de manière pacifique. Le service de médiation a été conçu non seulement pour résoudre des conflits entre adultes, mais aussi pour encourager la participation active des enfants dans les processus de résolution de conflits qui les concernaient directement. Cela a impliqué des ateliers de médiation et des sessions de sensibilisation où les enfants ont appris l'importance du dialogue, du respect des autres et de la résolution pacifique des différends. »

ALHADJI SALE, Président du CNJC de Kolofata (CAMEROUN)

« Nous avons constaté des changements significatifs parmi les jeunes de notre communauté. Il y a eu une nette augmentation de l'engagement civique et une meilleure compréhension des enjeux sociaux au sein de nos membres. Nos jeunes sont désormais mieux équipés pour mener des actions constructives qui contribuent positivement à leur communauté. Cet engagement est un témoignage de l'impact des formations et des activités menées. Les jeunes sont désormais en mesure de prendre des initiatives qui renforcent la cohésion sociale et la paix dans leur environnement. »

d) Témoignages de la communauté

Témoignage d'un participant lors du forum communautaire à Kasséna, Togo (en haut) et d'une participante à l'atelier de formation (à droite).

KORA Marie, Volontaire citoyenne de Gancé (CAMEROUN)

« Dans le village de Gancé, la participation des jeunes et des enfants aux espaces de citoyenneté n'était pas une pratique courante avant l'implémentation du projet. Les jeunes étaient souvent exclus des discussions politiques et sociales, et leurs préoccupations étaient rarement entendues dans les prises de décision communautaires. Cependant, grâce aux formations des médiateurs et aux rencontres communautaires organisées dans le cadre du projet, cette dynamique a commencé à changer ; Ce projet représente pour nous une véritable opportunité de nous faire entendre et de participer activement aux décisions qui affectent notre avenir. C'est une plateforme qui nous permet d'exprimer nos idées et aspirations. Les enfants, en particulier, sont très enthousiastes à l'idée de participer à des espaces de citoyenneté, où ils peuvent non seulement apprendre, mais aussi mettre en pratique les principes de la démocratie et de la responsabilité civique. Grâce à la formation des médiateurs et aux rencontres communautaires organisées, nous avons constaté une amélioration notable dans la gestion des questions liées à l'enfance. Ces initiatives favorisent un dialogue constructif et inclusif, essentiel pour construire une société plus juste et pacifique. »

KAMSOULOUM A. MALLA, Enseignant au Collège d'enseignement secondaire, Waza (CAMEROUN)

« Je suis né et j'ai grandi à Waza, et je voudrais partager mon expérience concernant l'engagement citoyen des jeunes de ma localité. Tout a commencé par une simple observation. Le samedi 30 mars 2024, j'ai été intrigué par un groupe d'enfants et de jeunes, filles et garçons, en train de balayer le marché de Waza. Étant curieux, je me suis approché d'un jeune et lui ai demandé si la mairie avait engagé ces jeunes pour maintenir la salubrité au marché. Sa réponse fut étonnante : il m'a dit que ce groupe était constitué de volontaires qui avaient pris l'initiative de nettoyer le marché avec le soutien de l'ONG ALDEPA. Cette réponse m'a fait prendre conscience de l'élan de citoyenneté qui anime aujourd'hui ces jeunes, un engagement que ma génération, la génération précédente à la mienne, n'aurait jamais imaginé. À notre époque, personne n'aurait entrepris une telle action sans attendre une rémunération conséquente en retour. Pour ma part, et à mon humble avis, cet élan de solidarité et de responsabilité est un résultat direct du travail des structures qui encadrent ces jeunes, comme l'ONG ALDEPA. C'est un exemple frappant de la manière dont l'engagement citoyen se développe parmi la jeunesse aujourd'hui. »

M. BLAOGA POTIN, Directeur du CETIC de Waza (CAMEROUN)

« Mon établissement, comme tous les autres, rassemble des élèves venus de divers horizons. Cependant, dès les premières semaines de la rentrée scolaire 2022/2023, nous avons constaté un problème : certains élèves refusaient de s'asseoir ensemble. Même lorsque les enseignants tentaient de déplacer certains d'entre eux pour éviter les bavardages, les élèves retrouvaient invariablement leur place du jour précédent. Après avoir analysé cette situation, il est apparu qu'il s'agissait d'un refus d'acceptation mutuelle, motivé par des différences d'appartenance ethnique, notamment entre les élèves arabes et Mous goum. Malgré nos efforts de répression, comme les rappels à l'ordre, et nos campagnes de sensibilisation, la situation persistait et semblait ne pas évoluer. Nous avons alors porté cette problématique à l'attention des travailleurs d'ALDEPA, qui interviennent auprès des élèves dans le cadre des activités du club paix et non-violence. Grâce à une collaboration étroite entre notre établissement et ALDEPA, nous avons pu aborder le problème de manière constructive et trouver une solution. À ce jour, les élèves vivent en harmonie et les tensions ethniques ont été surmontées, ce qui a favorisé un environnement scolaire plus serein et inclusif. »

Un participant d'une sensibilisation, leader religieux à Lama-Tessi (TOGO)

« Depuis le début du projet, Je constate à mon niveau que maintenant avec l'idée de la cohésion sociale lors des sensibilisation et échanges, ce projet nous aide à vivre plus dans la paix avec les autres ethnies et religions. Et aussi, ça nous aide beaucoup à gérer bien les conflits tout en évitant l'extrémisme violent. Nous sommes très reconnaissants pour cette chance, La cohésion sociale entre les ethnies et les religions a été renforcée. Le projet a permis de briser les barrières culturelles et de favoriser la solidarité intercommunautaire. Par exemple, dans certaines situations de conflit ou de tension entre deux groupes (par exemple entre une ethnie minoritaire et la majorité), les leaders religieux ont joué un rôle clé en prônant la réconciliation, avec le soutien du projet, créant un environnement de dialogue et de paix. »

Femme leader d'une association à Aoulosso (TOGO)

« Merci beaucoup pour vos formations, les formations que vous nous donnez, nous parlons à nos amis, frères et sœurs et beaucoup de choses sur le vivre ensemble ont changé dans notre localité surtout entre les musulmans et les chrétiens. Nous vous demandons de ne pas nous abandonner, de continuer à le faire chez nous ici et aussi ailleurs. Des ateliers sur la tolérance religieuse, la compréhension mutuelle, et la réduction des préjugés ont permis aux femmes de comprendre qu'il est possible de coexister pacifiquement, même si elles appartiennent à des religions différentes. Cette prise de conscience a amené les membres de la communauté à interagir de manière plus respectueuse et solidaire participe à ces discussions de groupe où je suis allé avec mes voisins parlent des valeurs du vivre ensemble, ce qui m'a poussé à un porte-parole de la paix dans sa communauté et je joue un rôle dans l'éducation collective de la population locale ».

III) Fiches Techniques

Les suivantes fiches techniques sont le fruit de la collaboration entre les 3 OSC du Bénin, du Cameroun et du Togo. Elles s'adressent et incluent les personnes de tout genre malgré l'usage de la forme masculine. Elles sont reparties dans trois champs d'action :

a) l'information et la communication,
b) l'organisation de rencontres d'échanges,
c) le travail avec les autorités et promotion de la participation des jeunes et
d) la mobilisation des enfants et des jeunes dans un contexte d'insécurité.

a) Information et communication

Thème	Sensibilisation des communautés sur la promotion de la paix, de la non-violence, de la cohésion sociale et sur la prévention de l'extrémisme violent
Utilisateurs de la fiche	- Ombudspersonnes ; - Volontaires citoyens ; - Clubs genres, paix et non-violence ; - Responsables des clubs et enseignants encadreurs ; - Jeunes ; - Associations ou structures des jeunes ; - Leaders et religieux ; - Leaders communautaires ; - OSC ;
Participants	- Les enfants/adolescents/jeunes ; - Les différents fidèles des confessions religieuses et traditionnels ; - Les communautés ;
Bénéficiaires	- Les enfants/adolescents et les jeunes ; - Les différents fidèles des confessions religieuses et traditionnels ; - Les communautés ; - Les membres clubs genres, paix et non-violence ; - Les membres des associations de jeunes et adolescents ;
Lieux	- Places publiques (marchés, lieux de cultes) ; - Etablissements scolaires ;
Objectifs	- Susciter la culture de la paix et la non-violence chez les communautés ; - Créer l'amour du prochain dans les cœurs des communautés ; - Susciter la prise de conscience des communautés face à un ou plusieurs problèmes pour un changement positif ;
Description du processus à observer	**Contexte** Les différentes crises sécuritaires qui sévissent dans nos différentes communautés sont des facteurs qui déstabilisent les familles, les communautés et les localités. C'est ainsi que nous constatons dans ces différents lieux, les facteurs de troubles qui fragilisent la paix et le vivre ensemble de ces communautés. Il est donc impérieux de mener des activités de sensibilisation sur les thématiques de promotion de la paix, de la non-violence, de la cohésion sociale, de la participation citoyenne et de la prévention de l'extrémisme violent.

	1. Phase préparatoire - Identifier les thèmes de sensibilisation ; - Identifier les groupes cibles ; - Identifier les localités d'intervention ; - Constituer les équipes mixtes de sensibilisation ; - Renforcer les capacités des équipes sur les thèmes de sensibilisation ; - Mettre en place la stratégie d'information et de mobilisation des participants ; - Identifier la date et le lieu de la rencontre ; - Inviter les participants ; - Faire le rappel des invités ; **2. Phase de la tenue de la séance** - Arrivée de l'équipe de l'animation de la séance ; - Accueillir et installer les participants ; <u>Introduction</u> - Ouvrir la séance par les mots de bienvenue du responsable de l'équipe de l'animation ; - Présenter le contexte et les objectifs de la séance ; - Présenter les participants ; - Présenter l'agenda de la séance ; - Amender l'agenda ; - Présenter l'intérêt du choix du thème et du lieu ; - Présenter les communications ; <u>Débat</u> - Echanges sur les facteurs de trouble de la paix, de la violence, de la cohésion sociale et de l'extrémisme violent ; - Pistes de solutions. - Recueillir les recommandations ; - Prendre les résolutions ; - Identification de nouvelles thématiques pour les prochaines séances ; - Elaborer les plans de retour ; <u>Clôture</u> - Remerciements ; - Prise de rendez-vous pour des prochaines rencontres ; **3. Phase de l'après séance** - Elaborer un rapport de l'activité ; - Suivi des recommandations ;
Méthodologie	- Mobilisation des groupes mixtes de leaders de différentes cibles identifiées ; - Faire un brainstorming sur les thématiques de discussion ; - Encourager la participation interactive des participants ;
Supports pédagogiques	- Papiers krafts et markers ; - Boîtes à image ; - Fiche technique ; - Affiches ;
Evaluation	- Suivi des plans de retour des communautés ; - Suivi de l'impact de l'activité auprès des communautés ;

Thème	Causeries éducatives sur les violences basées sur le genre (VBG)
Utilisateurs de la fiche	- Agents des OSC agissant pour la promotion de la paix ; - Membres de la communauté éducative ; - Responsables des jeunes et des clubs genres ; - Enseignants encadreurs des clubs genres ;
Participants	- Elèves ; - Enseignants ; - Apprentis ;
Bénéficiaires	- Communauté éducative ; - Corps des artisans ;
Lieux (p. ex.)	- Espaces de citoyenneté (EC) ; - Espace amis des enfants ; - Etablissements scolaires ; - Sièges des artisans ; - Esplanade des chefferies ; - Lieux de cultes ; - Maisons des jeunes ; - Arbre à palabre ; - Hangars des marchés ;
Objectifs	- Réveiller la conscience des participants sur le VBG ; - Amener les participants à adopter des changements positifs en lien avec les VBG - Recueillir les recommandations ; - Faire le suivi afin de se rassurer du changement effectif observé ;
Description du processus à observer	**Contexte** Au cours de ces dernières années, le phénomène des Violences Basées sur le Genre (VBG) est d'actualité. Pour cause, les sociétés subissent des comportements inhabituels en famille, en communauté, et même dans des groupes socioprofessionnels. Face à ce phénomène qui gangrène le cours normal de la vie de nos sociétés, il est important que les responsables des clubs et associations organisent des causeries éducatives sur la thématique VBG afin d'amener leurs pairs à jouer le rôle de pacificateur, tant auprès de leurs homologues qu'auprès des membres de leurs communautés. **Déroulement** **1. Phase préparatoire** - Identifier des responsables des clubs et associations dynamiques et influents capables de conduire des causeries avec leurs pairs sur les VBG ; - Renforcer les capacités de ces responsables des clubs et associations sur - Les techniques d'animation et de mobilisation sociale en lien avec les VBG ; - Identifier et négocier les ou les lieux d'animation des causeries ; - Identifier et informer la cible de la ou des dates, lieux et heures de la/les rencontres ; NB : faire un rappel aux participants au cas où participants ont été invités plusieurs jours avant. **2. Phase de la tenue de la séance** - Arrivée de l'équipe de l'animation de la séance une heure avant ; - Accueillir et installer les participants ; <u>Introduction</u> - Ouvrir la séance par les mots de bienvenue du responsable de l'équipe de l'animation ;

- Présenter le contexte et les objectifs de la séance ;
- Présenter les participants ;
- Présenter l'agenda de la séance ;
- Amender l'agenda ;
- Présenter l'intérêt du choix du thème et du lieu ;

<u>Débats (échanges interactives)</u>

a) Identifier les différents types de VBG, par exemple
   - Viol;
   - Agression sexuelle;
   - Agression physique;
   - Mariage forcé/précoce
   - Déni de ressources, d'opportunités ou de services ;
   - Violence psychologique /affective ;
   - Exploitation sexuelle ;
   - Etc. ;

b) Identifier les causes des VBG, par exemple
   - Pauvreté ;
   - Le manque d'éducation, civisme ;
   - Conflits armés ;
   - Vulnérabilité ;
   - Alcoolisme/toxicomanie ;
   - Manque de Protection physique/légale ;
   - Non-respect des lois (règlement intérieur de l'établissement) ;
   - Déviation psychologique, maladie mentale ;
   - Ignorance ;
   - Manque d'information ;

c) Identifier les manifestations, par exemple
   - Violences physiques (coups et blessures…)
   - Violences morales (injures, replis sur soi, stigmatisations…)

d) Identifier conséquences des VBG les victimes, par exemple
   - Perte de confiance en soi ;
   - Hontes,
   - Insécurité,
   - Peur ;
   - Haine de soi ;
   - Blessures
   - Mort
   - Grossesse non-désirée ou précoce
   - Infections sexuellement transmissibles (IST)
   - Suicide ;
   - Dépression ;
   - Anxiété ;

e) Identifier des mesures de prévention des violences sexuelles et sexistes au niveau communautaire à travers :
   - L'importance de l'éducation de la jeune fille et du garçon ;
   - L'accès aux services sanitaires, juridiques et éducationnels ;
   - La promotion de l'égalité de sexe ;
   - L'éducation de la sexualité aux adolescents en famille et à l'école ;

<u>Clôture</u>
- Recueil des recommandations ;
- Prise des résolutions ;

	- Identification de nouvelles thématiques pour les prochaines séances ; - Elaboration du plan de retour ; - Remerciements ; - Prise de rendez-vous pour des prochaines rencontres ; **4. Phase de l'après séance** - Elaborer un rapport de l'activité - Suivi des recommandations
Méthodologie	- Participative et interactive - Questions/échanges
Supports pédagogiques	- Papiers krafts - Marqueurs - Documents pédagogiques - Affiches - Boîtes à images

Causerie éducative sur la prévention de l'extrémisme violent et la scolarisation de la jeune fille dans la localité de Gréa, commune de Kolofata, Cameroun.

Thème	Formations des jeunes et leaders religieux sur les notions de la paix, de la non-violence, de la cohésion sociale, de la participation citoyenne, et de la prévention de l'extrémisme violent
Utilisateurs de la fiche	- Ombudspersonnes - Volontaires citoyens - Clubs genres, paix et non-violence - Responsables des clubs et enseignants encadreurs - Jeunes - Associations ou structures des jeunes - Leaders et religieux - Leaders communautaires - OSC
Participants	- Les enfants/adolescents - Les différents fidèles de confessions religieuses et traditionnels - Les communautés
Bénéficiaires	- Les enfants/adolescents et les jeunes - Les différents fidèles des confessions religieuses et traditionnels - Les communautés - Les membres clubs genres, paix et non-violence - Les membres des associations de jeunes et adolescents
Lieux	- Salles communautaires - Lieux publiques adéquats - Maisons des jeunes
Objectifs	- Renforcer les capacités des leaders, des jeunes adultes et adolescents sur les notions de la paix et de la non-violence, de la cohésion sociale, de la participation citoyenne, et de la prévention de l'extrémisme - Convenir avec les participants des mécanismes appropriés de pacification à utiliser dans les localités en conflit - Contribuer à la dynamisation des groupes de leaders, de jeunes adultes et d'adolescents à l'instauration des rapports pacifiques au sein des communautés
Description du processus à observer	**Contexte** Ces dernières années, le tissu social s'est détérioré de façon alarmante. Pour cause, l'on note au sein de nos sociétés, des familles et même des groupes socioprofessionnels des déviances sociales. Au regard de l'ampleur de la situation dont la résultante est l'impatience et la violence au sein des communautés, il est important de former un nombre de groupes cibles sur les thématiques de la paix, la non-violence, la cohésion sociale, la participation citoyenne, et la prévention de l'extrémisme violent afin de les armer pour jouer pleinement le rôle de pacificateur dans de leurs différentes localités. **Déroulement** **1. Phase préparatoire** - Identifier les thèmes de formation - Faire des recherches documentaires sur thèmes de formation - Identifier les localités d'intervention - Identifier la date et le lieu de la rencontre - Identifier les groupes cibles - Identifier la stratégie d'information et de mobilisation des participants - Identifier les personnes ressources - Inviter les participants - Faire le rappel aux invités

	2. Pendant la formation <u>Introduction</u> - Arrivée de l'équipe de la formation une heure avant - Accueil et installation des participants - Ouverture de la séance par les mots de bienvenue du responsable de l'équipe de la formation - Présentation du contexte et les objectifs de la formation - Présentation des participants - Présentation de l'agenda de la formation - Amender l'agenda - Présentation de l'intérêt du choix du thème et du lieu - Pré-test sur les thèmes de la formation <u>Développement des débats</u> - Définition des concepts : paix, non-violence, cohésion sociale, prévention de l'extrémisme et participation citoyenne - Organisation des travaux de groupes suivis de la plénière sur les mécanismes de pacification dans les villages - Elaboration et planification des plans de retour - Post test sur les thèmes de la formation <u>Clôture</u> - Remerciements - Prise de rendez-vous pour des prochaines rencontres - Mots de fin de la formation **3. Phase de l'après séance** - Elaborer un rapport de l'activité - Suivi des recommandations
Méthodologie	- Brainstorming - Communication - Echange interactive - Travaux de groupes plus pléniers
Supports pédagogiques	- Papiers krafts et markers - Boîtes à image - Modules de formation - Vidéo projecteur - Banderole - Kakémono

Thème	Formations des jeunes sur la citoyenneté
Utilisateurs de la fiche	- Ombudspersonnes - Volontaires citoyens - Clubs genres, paix et non-violence, associations ou structures des jeunes - Responsables des clubs et enseignants encadreurs - Jeunes - Leaders communautaires - OSC
Participants	- Jeunes et adolescents
Bénéficiaires	- Les enfants/adolescents et les jeunes - Les différents fidèles des confessions religieuses et traditionnels - Les communautés - Les membres clubs genres, paix et non-violence - Les membres des associations de jeunes et adolescents
Lieux	- Salles communautaires - Lieux publiques adéquats - Maisons des jeunes
Objectifs	- Amener les participants à mieux cerner les notions de leader/leadership, la gouvernance locale et de citoyen/citoyenneté/participation citoyenne - Outiller les participants sur les mécanismes et les enjeux de la participation citoyenne - Inciter les jeunes et les enfants à exprimer leur participation à la vie de leur localité - Echanger sur les stratégies pratiques de participation effective des enfants et jeunes dans la gestion des affaires publiques locales
Description du processus à observer	**Contexte** Depuis quelques années, on observe un recul de l'engagement citoyen des populations en général aux initiatives de développement communautaire sur la scène publique. Chacun se comporte comme si c'est l'affaire des autres. Cette triste réalité est encore plus flagrante chez les jeunes, pourtant considérés comme le « fer de lance de la nation » et « l'avenir du pays ». Comment peut-on alors envisager un décollage réel, positif et durable du développement économique et social sans la catégorie la plus importante de la société ? Il est impératif et urgent de trouver les mécanismes qui permettraient effectivement aux jeunes de s'intéresser aux affaires de leur localité. **Déroulement** **1. Phase préparatoire** - Identifier les thèmes de formation - Faire des recherches documentaires sur thèmes de formation - Identifier les localités d'intervention - Identifier la date et le lieu de la rencontre - Identifier les groupes cibles - Identifier la stratégie d'information et de mobilisation des participants - Identifier les personnes ressources - Inviter les participants - Faire le rappel aux invités **2. Pendant la formation** - Arrivée de l'équipe de la formation une heure avant - Accueil et installation des participants

	<u>Introduction</u> - Ouverture de la séance par les mots de bienvenue du responsable de l'équipe de la formation - Présentation du contexte et les objectifs de la formation - Présentation des participants - Présentation de l'agenda de la formation - Amender l'agenda - Présentation de l'intérêt du choix du thème et du lieu - Pré test sur les thèmes de la formation <u>Développement des débats</u> - Définition des concepts : citoyen, citoyenneté, participation citoyenne, leader, leadership, gouvernance locale - Travaux de groupe suivi de la restitution sur les qualités d'un bon citoyen - Echanger sur la participation citoyenne des adolescents dans leurs milieux (écoles, quartiers et villages) - Travaux de groupes suivis de la restitution sur les différentes qualités d'un bon leader - Travaux de groupes suivis de la restitution sur les différents types d'activités qui se rapportent à la participation citoyenne, la gouvernance locale - Elaborer et planifier les plans de retour - Post-test sur les thèmes de la formation <u>Clôture</u> - Remerciements - Prise de rendez-vous pour des prochaines rencontres ; - Mots de fin de la formation
Méthodologie	- Brainstorming - Communication - Echange interactive - Travaux de groupes plus pléniers
Supports pédagogiques	- Papiers krafts et markers - Boîtes à image - Modules de formation - Plan de développement communal (PDC) - Recueil de lois sur la gouvernance locale - Vidéo projecteur - Banderole - Rolls up
Evaluation	- Elaborer un rapport de l'activité - Suivi des recommandations

b) Rencontres d'échanges

Thème	Organisation d'échanges entre les responsables des différents clubs genre paix et non-violence et associations de la communauté
Utilisateurs de la fiche	- Agents des ONG/OSC - Les leaders de la communauté - Responsables des clubs et Enseignants - Les associations jeunes et des femmes
Participants	- Jeunes enfants/jeunes - Association des jeunes et des femmes - Les leaders communautaires - Les comités de développement
Bénéficiaires de la fiche	- Les enfants/jeunes - Les clubs et associations des jeunes - Les comités de développement
Lieux	Les établissements scolaires, Centres communautaires, maison des jeunes, centre multifonctionnelle de la promotion de la jeunesse, place publique, espace de citoyenneté, les places publiques
Objectifs	- Promouvoir une collaboration et engagement des associations des jeunes et les clubs genres paix et non-violence - Favoriser l'implication des responsables et membres d'association, et responsables et membre des clubs genres paix et non-violence dans les instances de prise de décision - Améliorer la participation des jeunes au développement de leurs communauté et à la culture de la paix, la promotion de leurs droits et aux innovations économique et culturelles.
Description du processus à observer	**Contexte** Au cours de ces dernières années, le tissu social est de plus en plus dégradé. Dans les communautés on observe un désintéressement général des jeunes a la gestion des affaires locales. Face à ces phénomènes qui gangrènent nos sociétés, il est important que les responsables des clubs et associations aient des creusets d'échanges dans lesquels ils se réunissent pour des discussions sur les thématiques de la paix, la non-violence, la cohésion sociale, la participation citoyenne, et la prévention de l'extrémisme afin d'amener leurs paires à jouer le rôle de pacificateur, tant auprès de leurs homologues que du reste des communautés de leurs localités. **Démarche à suivre** **1. Préalables nécessaires :** - Susciter un éveil positif chez les responsables des clubs et les associations jeunes à travers les formations, les séminaires et les rencontres de sensibilisation sur les notions d'associations, de responsabilité, participation et au leadership communautaire - Encourager les responsables des clubs et les associations jeunes à la réalisation des actions collectives au sein de leur communautés - Faire des plaidoyers auprès des autorités locales et municipales sur la nécessité d'impliquer et de responsabiliser les responsables des clubs et les associations jeunes au processus de développement local et facilité l'engagement et la collaboration avec ces derniers. - Faire des rencontres préparatoires avec les responsables des clubs et les associations jeunes afin de s'accorder sur la méthodologie et le contenu de la rencontre

	2. Pendant les Echanges entre les jeunes et les adultes - Présenter les modalités de la rencontre d'échanges entre les responsables des clubs et les associations jeunes - Brainstorming afin de recueillir des responsables des clubs et des associations jeunes sur la collaboration des associations et des clubs genres, la responsabilité et la participation des clubs et des associations jeunes ; leurs connaissances des attributions et activités réalisées par ces derniers - Inciter les responsables des clubs et les associations jeunes à mener des échanges sur leurs rôles et responsabilités respectives - Recueillir les engagements des participants de l'échange - Elaborer un plan de suivi participatif
Supports pédagogiques	- Fiche technique ou terme de référence (TDR) de l'activité - Papiers conférences - Marqueurs - Projecteurs
Evaluation	- Faire un suivi des recommandations - Recueillir les témoignages des différentes parties prenantes - Rapport de l'activité

Séances d'échanges sur les stratégies endogènes de résolution pacifique des conflits à Malia, commune de Waza, Cameroun (à gauche) et sur la promotion de la paix et la prévention de l'extrémisme violent par les jeunes dans la localité de Amchidé, commune de Kolofata, Cameroun (en bas).

Thème	Organisation d'un forum communautaire
Utilisateurs de la fiche	- Personnels des ONG/OSC - Les collectivités territoriales décentralisées - Les travailleurs sociaux/conseillers de jeunesse
Participants	- Les enfants/jeunes - Les adultes - Leaders traditionnels et religieux - Autorités administratives et municipales
Bénéficiaires	- La communauté
Lieux	- Les établissements scolaires, Centres communautaires, maison des jeunes, centre multifonctionnelle de la promotion de la jeunesse, place publique, espace de citoyenneté, les places publiques
Objectifs	- Promouvoir la cohésion sociale dans la communauté - Renforcer les interconnexions entre les différentes composantes de la communauté - Encourager les jeunes et les autorités à la collaboration et le partage des responsabilités sur les affaires locales
Description du processus à observer	**Préalables nécessaires :** - Susciter un éveil positif chez les à travers les formations, les séminaires et les rencontres de sensibilisation sur les notions de promotion de paix, de cohésion sociale - Identifier les problèmes communautaires qui entravent la paix, la cohésion sociale, la participation citoyenne, les stratégies résolutions pacifiques des conflits, de la prévention de l'extrémisme violent - Encourager les membres de la communauté à la réalisation des actions collectives de développement et de promotion de la paix - Faire des plaidoyers auprès des autorités locales et municipales sur la nécessité d'impliquer et de responsabiliser les jeunes dans le processus de développement local, facilité l'engagement citoyen et la collaboration avec les autorités - Faire des rencontres préparatoires avec les jeunes afin de s'accorder sur la méthodologie et le contenu des fora communautaires **Pendant les Echanges entre les jeunes et les adultes** - Présenter les modalités des fora communautaires - Brainstorming afin de recueillir auprès des participant leurs appréciation des problèmes identifiés en communauté - Amener les participants à identifier les causes et manifestations afin d'émettre des propositions de solution adéquat - Recueillir des recommandations et la prise des engagements des participants de l'échange - Elaborer un plan de suivi participatif - Evaluation de l'échange
Supports pédagogiques	- Fiche technique ou termes de référence (TDR) de l'activité - Papiers conférences - Marqueurs - Projecteurs
Evaluation	- Faire un suivi des recommandations - Recueillir les témoignages des différentes parties prenantes - Rapport de l'activité

Thème	Mise en place des espaces de citoyenneté au niveau des villages
Utilisateurs de la fiche	- Personnels des ONG/OSC - Responsables des associations des jeunes - Les responsables des clubs genres paix et non-violence et enseignants
Participants	- Les enfants/jeunes - Les enseignants - Les associations des jeunes
Bénéficiaires	- Les enfants/jeunes
Lieux	Les établissements scolaires, Centres communautaires, maison des jeunes, centre multifonctionnelle de la promotion de la jeunesse, place publique, espace de citoyenneté, les places publiques
Objectifs	- Développer ou susciter auprès des jeunes et adolescents, l'esprit d'association, d'engagement civique et citoyen - Renforcer les capaciter des jeunes à mener des actions dans les établissements scolaires et la communauté
Description du processus à observer	**Contexte** Les établissements scolaires et les communautés font face à une recrudescence de violences perpétrées par les jeunes/enfants d'une part et par les enseignants, les membres de la communauté d'autres part. Ce qui affectent au même titre les infrastructures, les équipements, en bref tout l'environnement scolaire et communautaire. Ce constat alarmant des acteurs agissant à la faveur du système éducatif permet d'entrevoir des mécanismes les plus appropriés de prévention et de réponse afin de faire face à ces tares dans les établissements scolaires ainsi que les communautés. **1. Phase préparatoire** - Faire la cartographie des différents clubs existantes - Tenir des rencontres d'échange et d'information avec les chefs d'établissements des collèges concernés sur le bienfondé de la mise en place des clubs genres dans les établissements scolaires - Identifier les leaders communautaires et enseignants encadreurs des clubs genres - Tenir des rencontres d'échange et d'information avec les responsables et enseignants encadreurs des clubs genres des collèges concernés sur le bienfondé de la mise en place des clubs genres dans les établissements scolaires - Etablir un chronogramme d'installation des clubs genres par établissement - Programmer en commun accord avec les chefs d'établissements, les responsables et enseignants encadreurs les séances d'installation des clubs genre par établissement **2. Tenue de la séance** - Accueillir et installer les participants - Cérémonies d'ouverture de la séance - Présenter l'agenda et l'objectif de la séance - Enregistrer toutes les contributions proposées par les participants en valorisant la diversité de point de vue - Installation des différents clubs genres (clubs paix et non-violence, clubs cohésion sociale et participation et club prévention de l'extrémisme violent) - Définir de manière participative les responsabilités des différents acteurs ainsi que les mécanismes de mobilisation des élèves

Supports pédagogiques	- Fiche technique ou terme de référence (TDR) de l'activité - Papiers conférences - Marqueurs - (Projecteur)
Evaluation	- Faire un suivi des recommandations - Recueillir les témoignages des différentes parties prenantes - Rapport de l'activité

Dialogue intercommunautaire animé par les jeunes, sur les conflits agropastoraux dans la localité de Gancé, commune de Kolofata, Cameroun.

Thème	Mobilisation inter-religieuse
Utilisateurs de la fiche	- Les organisations de la société civile (OSC) - Les leaders religieux et traditionnels - Les travailleurs sociaux/conseillers de jeunesse
Participants	- Les leaders religieux et traditionnels - Les fidèles des confessions religieuses - Les leaders communautaires
Bénéficiaires	Les enfants/jeunes, les adultes, les imams, les pasteurs, les leaders des cultes endogènes, les leaders traditionnelles.
Lieux	Eglise, moqué, centre multifonctionnelle de la promotion de la jeunesse (CMPJ), les centres communautaires, les salles de réunion
Objectifs	- Mobiliser les acteurs des différentes confessions religieuses et des cultes endogènes autour des questions de paix, et de non-violence, de la cohésion sociale - Permettre aux fidèles des différentes confessions religieuses de se servir de leurs religions comme un puissant levier favorable à la construction, la préservation et la promotion de la paix, de l'acceptation et de la tolérance mutuelle - Favoriser une cohabitation pacifique entre les pratiquants des différentes communautés religieuse - Susciter l'acceptation, la tolérance et l'ouverture à la faveur des autres idéologies religieuses - Encourager les pratiquants/fidèles des différentes communautés religieuses à réfléchir ensemble sur les mécanismes favorables à promouvoir le bien-être et l'épanouissement de tous
Description du processus à observer	**Contexte** L'intégrisme religieux grandissant dans les communautés a constitué le lit favorable pour la propagation du terrorisme. Les pratiquants développent les attitudes de replis identitaire, se suspectant et s'accusant les uns les autres. Le dialogue interreligieux s'impose donc aujourd'hui comme une nécessité impérieuse pour les communautés. Il vise à créer des espaces où les individus de différentes confessions peuvent partager leurs croyances, apprendre les uns des autres et collaborer sur des initiatives communes. Cependant, les stéréotypes et les préjugés sur les différentes pratiques des religions peuvent conduire à la méfiance et à l'hostilité. Le dialogue interreligieux est donc une bonne opportunité de promouvoir la paix, la cohabitation pacifique permettant ainsi aux communautés de réduire ces préjugés et de travailler ensemble pour surmonter les défis communs. **Processus** - Identification et mise en place du comité restreint de la MIR - Organisation des rencontres préparatoire pour l'identification et l'organisation de la MIR - Tenir une réunion d'orientation pour définir le thème et proposer un slogan de la campagne de Mobilisation Inter religieuse (MIR) - Rencontres individuelles/contact des responsables à l'échelle communale de chaque confession religieuse - Informer les personnes rencontrées sur les objectifs de la MIR - Inviter les leaders identifiés à une séance d'information et de renforcement des capacités - Organiser la campagne de sensibilisation dans les lieux de culte

Supports pédagogiques	- Fiche technique ou terme de référence (TDR) de l'activité - Papiers conférences - Marqueurs - Projecteurs
Evaluation	- Faire un suivi des recommandations - Recueillir les témoignages des différentes parties prenantes - Rapport de l'activité

Travaux de groupe sur les conditions d'une cohésion réelle entre les confessions religieuses (en haut) et sur la contribution des leaders religieux dans la résolution des conflits entre agriculteurs et peulhs de la commune de Ouaké, Bénin (en bas).

c) Travail avec les autorités et promotion de la participation des jeunes

Thème	Echanges entre les jeunes et les adultes sur l'implication des jeunes dans la gestion de l'affaire publique
Utilisateurs de la fiche	- Organisation de la société civile - Organisations de développement - Acteurs étatiques - Collectivités territoriales décentralisées - Les travailleurs sociaux/conseillers de jeunesse
Participants	- Associations des femmes/hommes - Autorités administratives et locales - Leaders traditionnels et religieux
Bénéficiaires	- Jeunes/enfants - Association des jeunes - Les communautés - Comités de développement villageois
Lieux	Centres communautaires, maison des jeunes, centre multifonctionnelle de la promotion de la jeunesse, place publique, espace de citoyenneté,
Objectifs	- Permettre aux jeunes de se positionner sur le fonctionnement des collectivités locales - Amener les jeunes à collaborer et à promouvoir la paix, la cohabitation pacifique et la cohésion sociale dans leurs communautés - Echanger sur les stratégies de participation des enfants et jeunes (espace de citoyenneté) ainsi que sur le rôle des médiateurs dans ce processus - Susciter un éveil positif des jeunes s'impliquant aux initiatives de développement endogène et de gouvernance locale - Inciter une dynamique de volontariat et de bénévolat chez les jeunes.
Description du processus à observer	**Contexte** Les jeunes représentent une proportion importante de la population et sont souvent les plus touchés par les défis économiques, sociaux cependant les tensions sociales, les discriminations et les inégalités fragmentent les communautés et entravent le développement collectif et local. Il est donc crucial de sensibiliser les citoyens sur l'importance du respect mutuel et de la solidarité pour construire une société où chacun se sent valorisé et inclus. Les fora intergénérationnelles peuvent servir de de cadre d'échange pour discuter des défis et des opportunités liés au développement, le vivre ensemble, l'élaboration des stratégies concrètes visant à améliorer la cohésion sociale et renforcer les liens sociaux et de promouvoir l'inclusion. **Démarche à suivre** **1. Préalables nécessaires :** - Susciter un éveil positif chez les jeunes à travers les formations, les séminaires et les rencontres de sensibilisation sur leur rôle et responsabilité au processus de développement local - Encourager les jeunes/enfants à la réalisation des actions collectives au sein des associations ou autres groupes solidaires autour d'une même vision - Faire des plaidoyers auprès des autorités locales et municipales sur la nécessité d'implication et de responsabiliser les jeunes au processus de développement local - Faire des rencontres préparatoires avec les jeunes afin de s'accorder sur la méthodologie et le contenu de la rencontre

	2. Pendant les échanges entre les jeunes et les adultes - Présenter les modalités de la rencontre d'échanges entre les jeunes et les adultes - Brainstorming sur les rôles et responsabilités des élus locaux dans les communautés, les connaissances des jeunes/enfants et les adultes sur les attributions et activités des élus locaux - Inciter les participants (enfants/jeunes, adultes) à mener des échanges sur leurs rôles et responsabilités respectives - Recueillir les engagements des participants à l'échange - Elaborer un plan de suivi participatif
Supports pédagogiques	- Fiche technique ou terme de référence (TDR) de l'activité - Papiers conférences - Marqueurs - Projecteurs
Evaluation	- Faire un suivi des recommandations - Recueillir les témoignages des différentes parties prenantes - Rapport de l'activité

Thème	Plaidoyer auprès des décideurs politiques au niveau communal
Utilisateurs de la fiche	- ONG/OSC agissant pour la promotion de la paix et la gouvernance locale - Responsables des associations et groupements et clubs genres - Les associations des jeunes enfants et adultes
Cibles	- Élus locaux et autorités administratifs - Les leaders des clubs et enseignants encadreurs - Les associations de jeunes - Les leaders traditionnels et religieux
Bénéficiaires de la fiche	- Comités de développement villageois - Les associations et clubs de jeunes - Les groupe femmes - Les collectifs locaux
Lieux	- Mairies - Salles communautaires
Objectifs	- Renforcer les capacités des jeunes en matière de plaidoyer à l'endroit des détenteurs de pouvoir de décision - Amener les communautés et les jeunes à connaître et à exercer leurs droits et devoirs en matière d'action civique - Favoriser une collaboration inclusive et participative entre les populations et les autorités pour le développement local - Permettre aux jeunes de disposer des aptitudes et capacités nécessaires pour influencer les décisions qui les concernent
Description du processus à observer	**Contexte** Le plaidoyer est un processus permettant de donner la voix aux enfants et jeunes dans la prise de décision qui les concernent directement. Les enfants, souvent exclus des dialogues politiques, ont des perspectives uniques et précieuses sur les défis et les opportunités au sein de leurs communautés. Cette initiative vise à créer un pont entre les jeunes citoyens et les décideurs, afin de promouvoir des politiques et des actions qui répondent mieux à leurs besoins et aspirations. Les communautés locales jouent un rôle crucial dans le développement et le bien-être des enfants. Cependant, les enfants sont rarement consultés sur les questions qui les concernent, telles que l'éducation, la sécurité, les loisirs, et l'environnement. En intégrant les voix des enfants dans les discussions avec les élus locaux, on peut s'assurer que les politiques et les programmes sont mieux alignés avec leurs réalités et leurs attentes. C'est dans cette optique de permettre aux organisations d'enfants et jeunes d'influencer le cadre légal, les politiques et le budget de l'Etat au niveau central et local pour une meilleure protection des enfants et jeunes contre les violences à travers une budgétisation sensible, il est primordial de passer par le plaidoyer à l'endroit des acteurs communaux… **Etapes essentielles** **1. Identification du sujet clé** - Définir clairement le sujet devant faire l'objet du plaidoyer - Rechercher le maximum d'informations de référence y relatives, en se fondant sur des sources réelles, légales et irréfutables - Analyser méticuleusement et objectivement toutes les informations collectées en évacuant celles qui portent les moindres doutes - Etablir une situation de base sur un rapport - Mobiliser et informer le maximum de citoyens, notamment les jeunes, les leaders communautaires, les élites et les leaders d'opinion locale

	2. Formation des jeunes sur le plaidoyer - Rencontrer et échanger avec les leaders communautaires de la place sur le sujet et la démarche envisagée - Informer et mobiliser l'ensemble des populations de la communauté concernée ou l'ensemble des citoyens intéressés par le sujet (en veillant à mobiliser la majorité, notamment les leaders d'opinions) - Expliquer amplement le sujet à l'ensemble de la communauté en suscitant activement les discussions constructives qui devront permettre non seulement de récolter le maximum de contributions de tous les acteurs sociaux, mais aussi de parvenir à une démarche consensuelle et inclusive - Opter la démarche participative et mettre sur pied un comité de jeunes en définissant les rôles et les responsabilités des différents acteurs - Accompagnement du comité dans la finalisation de l'argumentaire et du suivi du processus - Retenir les recommandations essentielles et établir un procès-verbal qui doit être signé par les membres de la commission, annexée une fiche de présence signée par les participants à la rencontre - Dresser une demande d'audience auprès de l'autorité communales en mentionnant clairement l'objet de la rencontre - Collecte des données et préparation de l'argumentaire à l'endroit de la mairie - Cette étape consiste pour les jeunes à élaborer un questionnaire avec l'appui de l'équipe de soutien, lequel questionnaire servira a administrer aux agents des mairies pour documenter la position réelle des Mairies par rapport au sujets et également à avoir des statiques sur l'état des lieux du problème à résoudre. **3. La tenue du plaidoyer** - Arriver de l'équipe organisatrice de la séance - Accueillir et installer des participants - Ouvrir la séance par les mots de bienvenue du responsable de l'équipe - Présenter le contexte et les objectifs de la séance - Présenter les participants - Présenter l'agenda de la séance - Amender l'agenda - Présenter l'intérêt du choix du ou des thèmes et du lieu de la rencontre - Procéder à la lecture/présentation du message faisant l'objet de plaidoyer - Transmettre les documents de plaidoyer à l'autorité la plus compétente et habilitée à agir - Lancer les échanges fructueux, interactifs et positifs entre les jeunes et les autorités, en évitant le conflit verbal, car les échanges peuvent basculer à un bras de fer - Il est indiqué d'avoir moins de thèmes ou objet de plaidoyer. Au meilleur des cas, un seul thème serait idéal afin de permettre de mieux exprimer son contenu lors des échanges - Tirer des conclusions et des recommandations - Identifier les points focaux autant chez les jeunes que chez les autorités pour le suivi des recommandations - Elaborer les mécanismes de suivi des sujets de plaidoyer - Après la rencontre de plaidoyer - Organiser une rencontre de débriefing et d'évaluation de la rencontre - Evaluer les recommandations prises lors de la rencontre - Etablir un agenda et une stratégie de suivi du plaidoyer fait - Programmer une date d'évaluation globale des doléances soumises - Dresser un rapport global et le transmettre à la plus haute autorité

Méthodologie	- Questions/réponses - Les travaux de groupes et les plénières - Les jeux de rôle - Présentation PPT - Recherches documentaires
Supports pédagogiques	- Rapports annuels des établissements scolaires - Rapports des commissariats - Rapport des centres de promotion sociale - PCD - Les documents sur le recensement de la population - Autres documents spécifiques - Argumentaire des plaidoyers précédents
Suivi et Evaluation	- Evaluer de façon participative l'ensemble du processus - Faire le suivi des engagements pris par les autorités - Faire le suivi des avancées obtenues - Evaluer le niveau d'appropriation de la procédure par les citoyens

Rencontre du club genre avec la mairie à Waza, Cameroun.

Thème	Suivi de l'action publique par les organisations de jeunes
Utilisateurs de la fiche	- Les personnels ONG/OSC agissant pour la promotion de la paix et la gouvernance locale - Les associations de jeunes - Les espaces de citoyenneté - Les comités de développement
Cibles	- Les élus locaux - Les leaders d'opinions - Les Responsables et membres des associations des jeunes - Les Responsables et membre des clubs
Bénéficiaires	- Les comités de développement villageois - Les associations et clubs de jeunes - La communauté
Lieux	- Les Mairies - Les communautés - Les places publiques - Les maisons des jeunes
Objectifs	- Renforcer l'efficacité et l'impact de l'action publique en réduisant les écarts entre les objectifs visés par les Politiques Publiques et les résultats de leur mise en œuvre - Permettre aux citoyens de participer à la mise en œuvre des actions publiques - Favoriser une collaboration inclusive et participative entre les populations et les autorités pour le développement local - Accroitre une plus grande participation des citoyens à la base au développement local - Permettre aux populations de disposer des aptitudes et capacités nécessaires pour influencer les décisions qui les concernent - Amener les représentants administratifs et les entreprises qui réalisent les travaux publics à mener leurs travaux selon les termes définis dans le cahier des charges
Description du processus à observer	**Contexte** Le contrôle de l'action publique est la capacité aux citoyens de suivre de manière efficace toute action menée par les administrateurs locaux à travers les journées de reddition de comptes. En effet avec les textes sur la décentralisation, les citoyens sont investis d'un pourvoir regardant et de contrôle de l'action publique locale. Ce mécanisme de gouvernance locale stipule que les habitants d'une collectivité territoriale ont le droit d'être informés et à être consultés par les élus locaux sur les affaires les concernant ainsi, ils contribuent à l'épanouissement de la démocratie locale. Malheureusement, force est de constater que bon nombre de citoyens méconnait les textes qui régissent la décentralisation. Cet aspect de méconnaissance des lois de la décentralisation par les citoyens en fait un profit pour les élus locaux en consultant rarement les populations dans la gestion des affaires publiques locales et voir même des redditions de comptes qui ne sont presque jamais au rendez-vous. **Etapes essentielles** **1. Identification du sujet clé** - Définir clairement le sujet devant faire l'objet de contrôle citoyen - Rechercher le maximum d'informations de référence y relatives, en se fondant sur des sources réelles, légales et irréfutables

	- Analyser méticuleusement et objectivement toutes les informations collectées - Mobiliser et informer le maximum de citoyens, notamment les leaders communautaires, les élites et les leaders d'opinion locale **2. Organisation de la rencontre d'information et de sensibilisation pour l'action** - Rencontrer et échanger avec les leaders communautaires de la place sur le sujet et la démarche envisagée - Informer et mobiliser l'ensemble des populations de la communauté concernée ou l'ensemble des citoyens intéressés par le sujet (en veillant à mobiliser la majorité, notamment les leaders d'opinions) - Expliquer amplement le sujet à l'ensemble de la communauté en suscitant activement les discussions constructives qui devront permettre non seulement de récolter le maximum de contributions de tous les acteurs sociaux, mais aussi de parvenir à une démarche consensuelle et inclusive - Opter la démarche participative et mettre sur pied un comité en définissant les rôles et les responsabilités des différents acteurs - Mettre en place de manière participative et démocratique une commission restreinte en charge du suivi du processus - Retenir les recommandations essentielles et établir un procès-verbal qui doit être signé par les membres de la commission, annexée une fiche de présence signée par les participants à la rencontre **3. Observation, vérification** - S'organiser pour la descente d'observation et de vérification faite par la commission de suivi et les citoyens volontaires - Ouvrir les débats pour recueillir les avis des citoyens sur la question et la démarche à poursuivre - En fonction de l'ampleur ou de l'importance de la situation, il serait recommandé de solliciter les alliances des acteurs plus influents (Elites, les acteurs politiques locaux, les leaders d'opinion local) - Rencontrer les autorités locales compétentes sur la question et leur rendre compte de la situation tout en décrivant la démarche qui a été initiée ainsi que les conclusions auxquelles l'on est parvenu. Toutefois, au cas où la commission ne parvient pas à rencontrer l'autorité, elle peut adresser une correspondance à laquelle annexés tous les rapports (Toujours conserver une souche de la correspondance adressée). **4. Publication ou de médiatisation du sujet** - Cette étape n'est recommandée que si toutes les démarches directes sont épuisées sans parvenir à un consensus positif et constructif. - Identifier les médias communautaires ayant un plus large spectre de diffusion - Préparer méticuleusement le contenu des informations à véhiculer à travers ces médias - Rédiger un plaidoyer à adresser aux autorités locales et tout autre acteur capable d'influencer positivement la décision
Méthodologie	- Participative et interactive - Questions/échanges - Observation objective - Les entretiens

Supports pédagogiques et logistique	- Le Dossier d'Appel d'Offre (DAO) du projet - Le plan d'investissement annuel (PIA) - Le budget d'investissement public (BIP) disponibles au niveau de la commune - (L'appareil photo & enregistreur) - Bloc-notes - Les rapports d'activités, stylo, crayons… etc.
Suivi et évaluation	- Evaluer de façon participative l'ensemble du processus - Faire le suivi des engagements pris par les autorités - Faire le suivi des avancées obtenues - Evaluer le niveau d'appropriation de la procédure par les citoyens

Les membres de du Conseil Communal des Enfants de Nikki, Bénin, après une formation sur le genre et la non-violence.

Thème	Mise en place des services de médiation (Ombudspersonnes) : prise en compte des doléances des jeunes par les conseils communaux
Utilisateurs de la fiche	- Le personnel des ONG/OSC agissant pour la promotion de la paix et la gouvernance locale - Les acteurs étatiques - Les communes
Cibles	- Elus locaux - Les leaders communautaires - Les jeunes enfants et adultes - Les adultes
Bénéficiaires de la fiche	- Comités de développement villageois - Les associations de jeunes - Les structures de jeunes - Les Enfants/adolescents et les jeunes adultes
Lieux	- Les Mairies - Les espaces publiques
Objectifs	- Amener les autorités communales à cerner le bienfondé de l'implication des jeunes dans la gestion des affaires publiques locales - Inciter les jeunes et les enfants à exprimer leur participation à la vie de leur localité - Amener les autorités communales à instaurer un service de médiation dans les communes
Description du processus à observer	**Contexte** Les jeunes adultes adolescents sont pour la plupart désœuvrés et sont sans espoir d'être occupés. Ils sont très peu impliqués dans la gestion de leurs milieux et la prise de décision. Ils constituent une source d'insécurité dans leurs communes et ailleurs. Cette situation peu reluisante de la jeunesse et des adolescents dans les communes nécessite des interventions stratégiques tant par la société civile que par les administrations locales et déconcentrées. Quand bien même que les conseils communaux prévoient des actions en faveur des jeunes et des enfants, ces réalisations ne sont souvent pas évidentes à cause des priorités qui sont souvent faites à la réalisation des infrastructures sociocommunautaires. C'est pourquoi il est important de faire recourir à un service de médiation au niveau des communes. Ce service est géré par un cadre de l'administration communale disponible et capable faire porter et de soutenir les préoccupations des jeunes et des enfants devant les autorités. **Etapes essentielles** **1. Identification du sujet clé** - Définir clairement le sujet devant faire l'objet du plaidoyer - Rechercher le maximum d'informations de référence y relatives, en se fondant sur des sources réelles, légales et irréfutables - Enumérer les critères de choix d'un médiateur : • Être un fonctionnaire communal cadre • Être volontaire et engagé • Avoir de la crédibilité aux yeux de la communauté • Avoir de l'expérience dans le travail social • Être disponible malgré le cumul du rôle du médiateur dans sa fonction • Être un communicateur, patient favorable à l'écoute des enfants • Résider dans la commune

	- Dresser les rôles et responsabilités du médiateur - Veiller à la prise en compte des aspirations des adolescents et des jeunes adultes au niveau des instances de décision - Veiller à l'implication des jeunes dans la gouvernance de leurs localités - Inciter les jeunes à adopter des comportements citoyens - Se concerter avec les adolescents et les jeunes adultes - Faire valoir les droits des enfants et des jeunes adultes auprès des instances de décision et de veiller à leur protection - Conseiller les adolescents et les jeunes adultes en vue de l'adoption d'une bonne conduite dans leurs milieux - Soumettre les problèmes des jeunes aux responsables communaux à divers niveaux - Analyser méticuleusement et objectivement toutes les informations collectées - Ressortir l'état des lieux de la situation des problèmes des enfants dans le rapport - Mobiliser et informer le maximum de citoyens, notamment les jeunes, les leaders communautaires, les élites et les leaders d'opinion locale **2. Organisation de la rencontre d'information et de sensibilisation pour l'action** - Rencontrer et échanger avec les leaders communautaires de la place sur le sujet et la démarche envisagée - Informer et mobiliser l'ensemble des populations de la communauté concernée ou l'ensemble des citoyens intéressés par le sujet (en veillant à mobiliser la majorité, notamment les jeunes et les leaders d'opinions) - Expliquer amplement le sujet à l'ensemble de la communauté en suscitant activement les discussions constructives qui devront permettre non seulement de récolter le maximum de contributions de tous les acteurs sociaux, mais aussi de parvenir à une démarche consensuelle et inclusive - Opter la démarche participative et mettre sur pied un comité de jeunes en définissant les rôles et les responsabilités des différents acteurs - Accompagnement du comité dans la finalisation de l'argumentaire et du suivi du processus - Retenir les recommandations essentielles et établir un procès-verbal qui doit être signé par les membres de la commission, annexée une fiche de présence signée par les participants à la rencontre - Adresser une demande d'audience auprès de l'autorité communales en mentionnant clairement l'objet de la rencontre **3. La tenue de l'audience** - Arriver de l'équipe organisatrice de la séance - Accueillir et installer des participants - Ouvrir la séance par les mots de bienvenue du responsable de l'équipe - Présenter le contexte et les objectifs de la séance - Présenter les participants - Présenter l'agenda de la séance - Amender l'agenda - Présenter l'intérêt du choix du ou des thèmes et du lieu de la rencontre - Procéder à la lecture/présentation du message faisant l'objet de l'audience - Transmettre les documents de l'argumentaire à l'autorité la plus compétente et habilitée à agir

	- Donner la parole à l'autorité pour son mot sur l'allocution des jeunes - Lancer les échanges fructueux, interactifs et positifs entre les jeunes et les autorités, en évitant le conflit verbal, car les échanges peuvent basculer à un bras de fer - Il est indiqué d'avoir moins de thèmes ou objet d'audience. Au meilleur des cas, un seul thème serait idéal afin de permettre de mieux exprimer son contenu lors des échanges - Tirer des conclusions et des résolutions - Identifier les points focaux autant chez les jeunes que chez les autorités pour le suivi des recommandations - Elaborer les mécanismes de suivi des sujets de plaidoyer **4. Après l'audience** - Organiser une rencontre de débriefing et d'évaluation de la rencontre - Evaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations prises lors de la rencontre - Etablir un agenda et une stratégie de suivi du plaidoyer - Programmer une date d'évaluation globale des doléances soumises - Dresser un rapport global et le transmettre à la plus haute autorité
Méthodologie	- Participative et interactive - Questions/échanges - Observation objective - Les entretiens
Supports pédagogiques	- Rapports annuels des établissements scolaires - Rapports des commissariats - Rapport des centres de promotion sociale - Plan Communal de Développement (PCD) - Les documents sur le recensement de la population - Autres documents spécifiques - Argumentaire des plaidoyers précédents
Suivi et évaluation	- Evaluer de façon participative l'ensemble du processus - Faire le suivi des engagements pris par les autorités - Faire le suivi des avancées obtenues - Evaluer le niveau d'appropriation de la procédure par les citoyens

d) Mobilisation des enfants et des jeunes dans un contexte d'insécurité

Thème	La mise en place des clubs genre paix et non-violence dans les établissements scolaires
Utilisateurs de la fiche	- Les personnels des ONG/OSC agissant pour la promotion de la paix Membre de la communauté éducative - Leaders communautaires - Leaders jeunes et membres des Clubs - Enseignants et responsable d'établissement
Cibles	- Les jeunes membres des clubs paix et communication non-violente - Les élèves filles et garçons - Les enseignants et les responsables d'établissements - Les associations de jeune
Bénéficiaires	- Les comités de développement villageois - Les associations et clubs de jeunes - Les enfants et adolescents et les jeunes
Lieux	- Les établissements scolaires - Les espaces publiques - Les foyers des jeunes - Les CMPJ
Objectifs	- Impulser l'implication des élèves dans la promotion de la paix et la communication non-violente en milieux scolaire pour que l'école soit un milieu sain d'apprentissage, de socialisation et de non- violence - Lutter contre toute forme de violence en milieux scolaire - Mettre un dispositif de dénonciation des violences dans les établissements
Description du processus à observer	**Contexte** Les établissements scolaires, notamment ceux du secondaire font face à une recrudescence de violences perpétrées par les élèves sur leurs pairs, par les enseignants sur les élèves, par les élèves sur les enseignants. Ce qui affectent au même titre les infrastructures, les équipements, en bref tout l'environnement scolaire. Face à ce constat sombre et alarmant, il est important pour les acteurs agissant à la faveur du système éducatif d'entrevoir des mécanismes les plus appropriés de prévention et de réponse afin de faire de nos établissements scolaires, un environnement sain, serein et protection favorable à l'apprentissage. **Etapes essentielles** **1. Activités préparatoires** - Tenir une rencontre d'échange et d'information avec les chefs d'établissements sur la question de la paix et la collaboration entre les enseignants et les apprenants en milieux scolaire - Susciter une rencontre d'échange avec la communauté éducative (Enseignants, parents et élèves) sur la question de la paix et la non- violence afin de décider de la mise en place d'un organe qui permettra de lutter contre toutes formes de violence dans les établissements scolaires - Organiser une sensibilisation des leaders jeunes afin de susciter les potentiels candidatures pour les postes - Identifier les leaders jeunes qui manifestent leurs intérêts pour faire partie du bureau de l'organe - Organiser une 2e rencontre avec la communauté éducative (enseignants, parents et élèves) pour expliquer l'objectif visé et les enjeux de cet organe

	- Elaborer de manière participative le code d'organisation et de fonctionnement de l'organe à mettre en place - Définir de manière concertée les modalités des élections en renforçant les exigences démocratiques qui les guideront - Mettre en place la commission d'organisation et de supervision des élections intégrant les enseignants et les parents - Arrêter ensemble une date pour la tenue des élections - Décider l'ouverture de campagne par les potentiels candidats **2. Mise en place des clubs de paix et non-violence** - Fin des campagnes électorales et mobilisation de la communauté éducative - Arrivé et installation de la communauté éducative : S'assurer de la représentativité de tous les clubs de l'établissement Définir les modalités qui guideront les élections - Pendant le vote, s'assurer de la représentativité des différentes catégories sociales : (culturelle, religieuse, ethnico-tribale, sexe, d'âge, handicap et niveau scolaire.) - A la fin des élections, dresser un procès-verbal du bureau complet et le faire signer par les chefs d'établissement, le représentant du bureau de l'association des parents d'élève (APE), et au besoin, transmettre une copie à la délégation de l'éducation secondaire - Solliciter un enseignant encadreur de l'organe juste après le résultat - Présenter le bureau élu à la communauté éducative en place - Convoquer une première rencontre de l'organe afin de décider sur le fonctionnement **3. Fonctionnement des clubs paix et non-violence** - Organiser une rencontre avec les membres du bureau élu de l'organe afin d'identifier les thèmes de renforcement de capacités - Organiser les sessions de renforcement des capacités des membres suivant des thématiques spécifiques - Organiser une rencontre au cours laquelle il sera effectué une cartographie des violences prédominantes, l'état de collaboration entre les élèves et les enseignants et l'implication des parents dans le suivi des enfants au sein et hors de l'établissement - A l'issu de cette cartographie, élaborer un plan d'action concret et réaliste dont les activités seront une réponse aux différentes thématiques identifiées - Repartir les responsabilités de manière à faire participer tous les membres aux activités programmées - Informer, sensibiliser et mobiliser toute la communauté éducative en vue d'une meilleure participation aux activités du club paix et non-violence - Organiser selon une périodicité bien déterminée les réunions de mise au point, de supervision et de coordination avec l'administration de l'établissement - Encourager une bonne collaboration entre l'organe et l'administration fondée sur un rapport de confiance. Ceci permettrait aux membres d'agir en toute sécurité pour la cause commune. - Produire les rapports d'activités et des réunions, les transmettre aux chefs d'établissement

	4. Pérennisation et autonomisation de l'organe - Initier les sessions de renforcement de capacités internes à la faveur des nouveaux membres - Renouveler les organes suivant une périodicité bien déterminée en - Rajeunissant chaque fois afin d'assurer la durabilité de l'action - Appliquer et faire respecter par tous les membres les règlements et statuts élaborés - Mettre en place une stratégie appropriée de communication externe des actions réalisées - Mettre sur pied régulièrement des plans d'action conjoint avec les parents et les enseignants - Impliquer les parents dans la réalisation des activités - Rechercher les alliances d'intervention, de collaboration avec d'autres clubs Créer des cadres d'échange périodique et de partage d'expériences avec les clubs paix des autres établissements scolaires
Méthodologie	- Participative et interactive - Questions/échanges - Observation objective - Les entretiens
Supports pédagogiques	- Le statut et règlement intérieur de l'établissement - Les documents de mise en place d'organe - Les documents qui régissent la mise place d'un club au sein de l'établissement scolaire.
Suivi et évaluation	- Faire de suivi mensuel puis trimestriel du fonctionnement et s'assurer de l'implication des jeunes à la promotion du genre et inclusion, de la paix et de la communication non-violente dans les établissements scolaires

Travail de groupe des membres de clubs genre sur la non-violence et la participation des garçons et des filles dans les écoles au Bénin.

Thème	Accompagnement des jeunes dans la mise en œuvre des actions de participation citoyenne
Utilisateurs de la fiche	- Les personnels des ONG et OSC - Les travailleurs sociaux - Éducateurs des services d'encadrement des enfants et jeunes (Etat, OSC, associations, ...) - Membres des structures d'encadrement et d'accompagnement des jeunes
Cible	- Les travailleurs sociaux - Les jeunes enfants et adultes - Éducateurs des services d'encadrement des enfants et jeunes (Etat, OSC, associations, ...) - Les membres des structures d'encadrement et d'accompagnement des jeunes.
Bénéficiaires	- Les enfants et les jeunes - Les leaders religieux et traditionnels
Lieux	- Etablissement scolaires - Centres de formation - Les lieux publiques
Objectifs	- Promouvoir la participation citoyenne des enfants et jeunes - Outiller les enfants et les jeunes des mécanismes de participation citoyenne - Outiller les accompagnateurs sur les mécanismes de participation citoyenne des enfants et jeunes - Développer ou susciter auprès des enfants et jeunes l'esprit d'engagement civique et citoyen - Aider les enfants et les jeunes à mieux s'organiser dans leur communauté - Promouvoir au sein de la communauté l'esprit d'engagement citoyen
Description du processus à observer	**Le contexte spécifique des enfants et jeunes en lien avec la citoyenneté :** Les enfants et les jeunes représentent l'avenir de toute société. Leur éducation et leur engagement civique sont essentiels pour construire une société démocratique et inclusive. Cependant, ils font face à divers défis qui peuvent entraver leur participation citoyenne, tels que l'accès limité à l'éducation, les inégalités sociales et économiques, et le manque de cadres formels permettant l'expression de leur opinions et leurs aspirations. **1. Phase préparatoire :** - Elaboration participative et vulgarisation des critères de sélection des personnes volontaires citoyens des espaces de citoyenneté - Enregistrement des volontaires des espaces de citoyenneté sur des listes pré établies - Identification participative des lieux des différentes animations **2. Phase d'exécution :** - Mise en place - Rencontre préparatoire avec les volontaires citoyens enregistrés - Rappel des rôles objectifs des espaces - Définition des activités, et planification - Collaborer avec les écoles, les ONG et les institutions gouvernementales pour soutenir les initiatives d'engagement citoyen.

	3. Accompagnement : - Identification participative des thématiques à aborder et selon les milieux - Définition participative des besoins en renforcement des capacités des espaces - Renforcement des capacités des Volontaires citoyens (VC) (les questions de citoyennetés, rapportage, gestion de conflits, communication, leadership management) - Soutien technique à la réalisation des initiatives citoyenne et civique. - Mise en contact des VC avec les autorités locales et services en charges de la citoyenneté - Appui à l'identification des personnes ressources locales
Méthodologie	- Participative et interactive - Questions/échanges - Observation objective - Les entretiens
Supports pédagogiques	- Liste des membres - Registre des réunions (qu'est ce qui est fait avec qui ?) - Plan d'action - Fiche de collecte des indicateurs - Images - Rapports d'activités
Suivi et évaluation	- S'assurer que les membres du VC mènent les actions de citoyenneté dans leur communauté y compris la sensibilisation - S'assurer de la synergie d'action entre les membres des VC et communautés - S'assurer du bon fonctionnement du mécanisme de référencement

Préparation de la prochaine campagne de reboisement à travers la fabrication de pépinières par les jeunes volontaires citoyens de la localité de Waza, Cameroun.

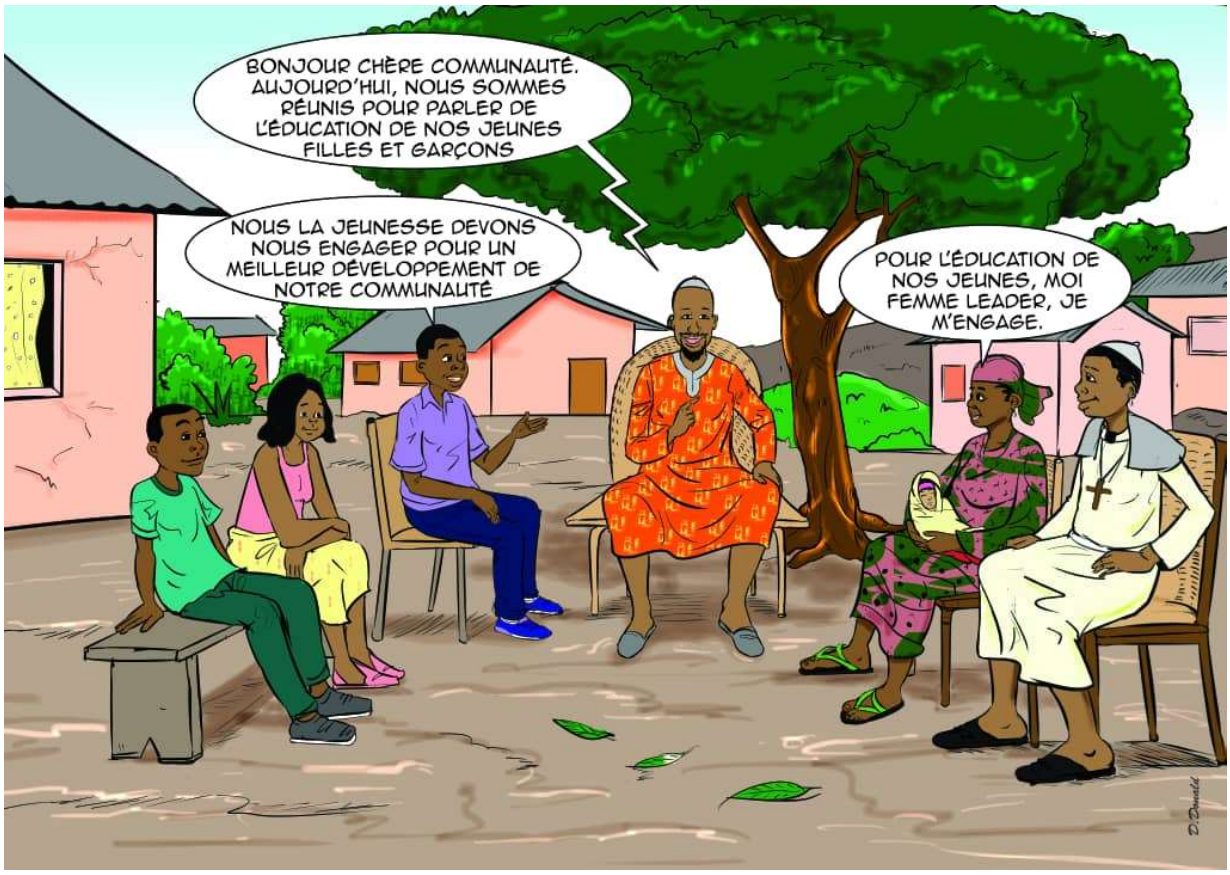
Thème	Assurer la sécurité des enfants et des jeunes lors de la mise en œuvre des activités
Utilisateurs de la fiche	- Agent des ONG/OSC ; - Leaders jeunes membres des Clubs - Enseignants encadreurs
Cibles	- Les leaders jeunes membres des clubs paix et communication non-violente - Les enseignants et les responsables d'établissements
Bénéficiaires	- Les associations et clubs de jeunes - Enfants, adolescents et les jeunes
Lieux	- Les établissements scolaires - Communautés
Objectifs	- Mettre en place des mesures pour prévenir les accidents et les blessures. - Former les encadrants et sensibiliser les enfants aux pratiques sécuritaires - Garantir une supervision suffisante et qualifiée lors des activités - Assurer que les lieux où se déroulent les activités sont sûrs et adaptés aux enfants
Description du processus à observer	**Contexte** - Les enfants ont le droit de participer à des activités dans un environnement sûr. La mise en place de mesures de sécurité adéquates permet de prévenir les accidents et de garantir leur bien-être physique et émotionnel. De plus, un environnement sécurisé favorise la confiance des parents et encourage la participation des enfants. La sécurité des enfants est une priorité absolue lors de la planification et de la mise en œuvre d'activités éducatives, récréatives ou sportives. Cette couche est particulièrement vulnérable aux accidents et aux situations dangereuses, ce qui nécessite des mesures de sécurité rigoureuses et adaptées à leurs besoins. **Etapes essentielles :** **1. Activités préparatoires** - Identification des clubs scolaires et extrascolaires à former, - Séance d'information aux cibles concernées par l'activité, - Séances de travail avec les clubs d'enfants et jeunes sur leur intérêt à la participation à l'activité - Prendre les dispositions liées à la Politique de sauvegarde - Discussions sur l'intérêt de leur participation à l'activité - Orientation sur la Politique de Sauvegarde des enfants - Elaboration et signature des fiches de consentement puis autorisations parentales souscription à une police d'assurance pour les enfants - Elaboration du registre de risques de l'activité - Identification du lieu de l'activité et élaboration du rapport d'inspection des lieux - Orienter les personnes ressource ou les associés à l'activités sur la politique de sauvegarde et signature de la déclaration d'engagement - Identifier et former les chaperonnes pour accompagner et encadrer les enfants - S'assurer de la représentativité des différentes catégories sociales (culturelle, religieuse, ethnico-tribale, sexe, d'âge, handicap et niveau scolaire.)

	2. Pendant l'activité - Arrivé et installation des participants - S'assurer de l'arrivée de tous les participants invités - Mettre les enfants en confiance à travers des activités de brise-glace - Orienter tous les participants sur la politique de sauvegarde y compris la prise de photos (interdire toute prise de photos sauf la personnes désignée) - Développer des stratégies pour la participation de tous les enfants y compris les enfants handicapées - Prévoir des jeux et des champs pour motiver les enfants à être plus actifs - Vite terminer l'activités pour permettre aux enfants de rentrer tôt à la maison.
Méthodologie	- Participative et interactive - Questions/échanges - Observation objective - Les entretiens
Supports pédagogiques	- La politique de sauvegarde - Liste de contrôle relatif à l'intérêt que tirent les enfants/jeunes en participant aux activités/évènements - Les fiches de consentement et d'autorisation parentales - La fiche d'analyse des risques
Suivi et évaluation	- Joindre les parents/tuteurs pour s'assurer que tous les enfants sont arrivés à temps à leur domicile - Produire le rapport y compris l'évaluation du registre de risques - Produire le rapport d'inspection des lieux - Produire le rapport d'incident au cas échéant

Séance de sensibilisation des élèves du CEG de Gnon Kouro Kali (commune de Nikki, Bénin) sur les violences basées sur le genre : Leur sécurité doit être assuré tout au long de l'activité.

C) Conclusions

Le projet « Les enfants et les jeunes comme artisans de paix – Transfert d'approches éprouvées pour une cohabitation interculturelle pacifique dans le nord du Bénin, du Cameroun et du Togo » a démontré que par une approche collaborative et inclusive, il est possible de créer des dynamiques positives au sein des communautés. Les bonnes pratiques documentées dans ce rapport illustrent non seulement les succès obtenus, mais aussi les leçons apprises et les défis rencontrés tout au long de la mise en œuvre du projet.

L'analyse des différentes activités et interventions a montré que l'engagement des acteurs locaux, la formation continue, et la sensibilisation communautaire sont des éléments clés pour renforcer la cohésion sociale. Les témoignages recueillis et les résultats observés attestent de l'impact tangible de ces initiatives sur la réduction des tensions et l'amélioration des relations interpersonnelles au sein des communautés cibles.

Il est essentiel de continuer à capitaliser sur ces acquis en intégrant les recommandations formulées et en adaptant les stratégies aux contextes locaux spécifiques. La pérennité des résultats dépendra largement de notre capacité à maintenir et à renforcer les liens de collaboration entre les parties prenantes, à promouvoir des pratiques de dialogue et de médiation, et à encourager une participation active de tous les membres de la communauté.